



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte  
Ouvrière**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2020 - 20 avril 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

**Pour en finir avec  
le chômage, la baisse  
du niveau de vie,  
la crise du logement !**

**Arlette  
Laguiller,**

**un programme de  
défense des travailleurs**



## Sommaire

### Élections

- p.4**
- Sarkozy à Meaux : un candidat protégé
  - Concurrence nationaliste
  - Une urgence sociale
  - Parisot et les parachutes dorés
- p.5**
- Rocard : « L'alliance nécessaire Royal-Bayrou »
  - Système électoral : la proportionnelle
  - Projets en matière de santé

### Leur société

- p.6**
- Dividendes en hausse, même lorsque les profits baissent
  - En défense du mammoth

### La campagne d'Arlette Laguiller

- p.8-9**
- Au Zénith de Paris le 15 avril
  - Meetings passés et à venir
  - Les passages à la télévision et à la radio

### Tribune

- p.6**
- Votons pour nos intérêts de travailleurs, pas pour les candidats du patronat !

### Dans les entreprises

- p.7**
- Payer pour garder son emploi !
  - Caissières licenciées, magasins déshumanisés
  - Philips : super-bénéfices
  - Subventions aux grandes entreprises
- p.10**
- Peugeot Citroën Aulnay-Sous-Bois
  - À propos des débrayages à PSA Moselle
  - Renault Le Mans
- p.11**
- Fonderies du Poitou - Ingrandes (Vienne)
  - Nexans - Draveil (Essonne)
  - Fnac Orléans
  - Chausson-Outillage - Reims
- p.12**
- La Poste : bénéfiques au détriment du service public
  - La Poste Seine-Saint-Denis
  - TSI-Advantys Paris-Austerlitz

### Dans le monde

- p.13**
- Turquie : manifestation du 14 avril
  - Côte-d'Ivoire
  - Banque Mondiale
- p.14**
- Russie : la démocratie selon Poutine
  - Allemagne : l'armée minée par le racisme
- p.15**
- Algérie : retour du terrorisme islamiste
  - Maroc : ATOS en lutte pour les salaires

### Fête

- p.16**
- Fête de LO : les 26, 27 et 28 mai à Presles (Val-d'Oise)

## • Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

# Un bébé décède après l'intervention policière

Lundi 16 avril dans l'après-midi, dans des ateliers d'Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, des gendarmes ont procédé à des arrestations visant la population chinoise. L'intervention a été particulièrement brutale. En plus des gendarmes déployés dans les ateliers, d'autres, selon les

témoignages, attendaient dans le stade proche pour empêcher les sans-papiers de s'enfuir.

Un bébé a été hospitalisé et est décédé deux heures après, et il est possible que les conditions de l'intervention y soient pour quelque chose.

Les familles ont cherché toute la journée à savoir où

étaient détenus leurs proches. Nombre d'entre eux ont été emmenés à la gendarmerie du Raincy-Villemonble. Les autorités ne donnent pas de renseignements. On a néanmoins appris que les parents arrêtés avec leurs enfants ont ensuite été emmenés au centre de rétention d'Oissel, près de Rouen.

Deux parents ont été libérés, leur enfant de deux et demi avait été mis à l'abri d'une arrestation.

Pour savoir quelles sont les personnes enfermées et comment obtenir leur libération, la solidarité s'organise autour des familles.

Correspondant LO

## • Quotas de CO<sub>2</sub>

# Les patrons ont le droit de polluer

La Commission européenne a finalement approuvé le nouveau plan français de quotas d'émission de gaz carbonique pour la période 2008 à 2012. Les usines situées sur le territoire national auront le droit d'émettre 132,8 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, c'est-à-dire un peu plus que ce qu'elles ont émis en 2005 (131,3 millions). La lutte contre l'émission de gaz à effet de serre est en marche... arrière !

En novembre 2006 le gouvernement français, aux petits soins pour ses industriels, avait demandé l'autorisation d'en émettre 155,6 millions de tonnes, ce qui fut refusé par la Commission de Bruxelles qui trouvait cela exagéré et, surtout, que cela risquait de mettre en péril le « marché du CO<sub>2</sub> ».

C'est que les entreprises qui n'ont pas utilisé tous leurs droits à polluer peuvent les revendre sur ce marché et, à l'inverse, celles qui ont épuisé ces « droits » peuvent en racheter. Or, comme tous les États ont favorisé leurs propres – si l'on ose dire – industriels, le marché s'est littéralement effondré. La tonne d'émission de CO<sub>2</sub>, qui valait trente euros il y a un an, vaut aujourd'hui autour d'un euro.

En 2005, un groupe comme Arcelor a gagné 90 millions

d'euros, selon la CFDT, grâce à la revente de droits d'émission de CO<sub>2</sub> généreusement accordés en excès par le gouvernement. Mais, pour la période 2008-2012, le numéro un mondial de l'acier estimait ne pas en avoir assez et menaçait de fermer les derniers hauts-fourneaux de Lorraine à Florange, en Moselle.

Arcelor a bénéficié de l'appui de l'UMP, par le biais de ses ministres, et celui du PS, par le biais du Conseil régional de Lorraine, pour exiger de l'Union européenne davantage de droits à polluer. Il a finalement obtenu une rallonge de 4 millions de tonnes, sans pour autant que la menace de fermeture soit définitivement écartée. Rien n'empêcherait pourtant Arcelor d'investir pour rendre ses installations moins polluantes, ce qui serait la moindre des choses, ou encore de racheter des droits à polluer. Mais non, les petites économies font les grands profits !

Dans les discours, tout le monde dénonce l'augmentation des gaz à effet de serre, dont le gaz carbonique, responsable en partie du réchauffement climatique. Les candidats de l'UMP et du PS ont signé le pacte de Nicolas Hulot. Mais quand il s'agit de demander aux industriels de polluer moins, on



ne les voit plus. Tant pis pour le réchauffement climatique : il ne faudrait pas geler les affaires du patronat.

Etienne HOURDIN

## Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

L'Afrique malade du capitalisme

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

**Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure**

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :  
**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



# Des présidentiables qui ne préparent rien de bon pour les travailleurs

À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, Sarkozy s'est positionné encore plus nettement à droite. S'adressant aux électeurs de Le Pen, il a tenté de les séduire en leur disant : « *Si vous vous êtes tournés vers le Front National dans le passé, c'est parce que nous avons renoncé à défendre les idées qui étaient les vôtres.* » Cela signifie en clair que ces électeurs pourraient compter sur lui pour défendre ouvertement leurs idées xénophobes et réactionnaires. Et Sarkozy d'exalter la chrétienté et le temps des colonies.

Ce faisant, Sarkozy, en tant que repoussoir par rapport à tous ceux qui n'ont aucune envie de voir arriver au pouvoir cette droite s'appuyant sur la fraction la plus réactionnaire de l'électorat, est encore le meilleur agent électoral de Ségolène Royal. En effet, par rapport aux principaux problèmes auxquels s'affrontent aujourd'hui les classes populaires, celle-ci ne s'engage à rien de précis.

Elle utilise beaucoup de phrases creuses, du style de « *la démocratie participative* » et de « *la France présidente* », mais elle ne prend aucun engagement concret sur les salaires, à commencer par le smic – qui passera à 1 500 euros (brut, pas net !) « *dès que possible* ». Elle n'envisage que la création de 120 000 « logements sociaux » par an, ce qui signifie qu'il faudrait dix ans pour résorber les 1 200 000 demandes de HLM en attente. Quant au chômage, elle se borne à reprendre à son compte la vieille recette dont les faits ont démontré depuis des années l'inefficacité : réduire les charges sociales, sous prétexte d'inciter les patrons à créer des emplois.

Il n'est pas non plus question pour elle d'interdire les licenciements collectifs, ne serait-ce que dans les entreprises qui annoncent des bénéfices et dont les carnets de commandes sont pleins, comme Airbus. Elle a même été jusqu'à proposer le « contrat première chance », ce petit frère du CPE que la jeunesse avait mis en échec sous Villepin, qui per-

mettrait à des patrons, pas toujours petits, de ne payer ni cotisations sociales, ni même salaires. Cela ne ferait que supprimer des emplois normaux.

On ne pouvait guère s'attendre à autre chose d'un Parti Socialiste qui a été quinze ans au gouvernement depuis 1981, et qui y a toujours défendu les intérêts du grand patronat, comme Ségolène Royal s'appête à le faire si elle est élue. Il est d'ailleurs significatif qu'un certain nombre d'ex-ministres de ce parti, comme Rocard et Kouchner, rêvent ouvertement d'un accord avec cet homme de droite qu'est Bayrou. Collaborer au gouvernement avec de prétendus « centristes » à la Bayrou, c'est d'ailleurs ce qu'avait fait Rocard quand il était le Premier ministre de Mitterrand.

Pour le moment, Ségolène Royal traite une telle possibilité de « *baroque* ». Il faut bien qu'elle continue à appeler à voter pour elle-même au premier tour. Mais si elle est qualifiée pour le second, c'est peut-être bien de ce côté-là qu'elle cherchera des alliés.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à cautionner la politique du Parti Socialiste dès le premier tour, même s'ils souhaitent barrer la route de l'Élysée à Sarkozy et ses clins d'œil à l'extrême droite.

Car il faut montrer à Ségolène Royal et à tous les dirigeants socialistes que, s'ils reviennent au gouvernement, ce ne sera pas avec un mandat en blanc signé par la classe ouvrière. Et je me présente à cette élection pour permettre à tous ceux qui pensent qu'il faudrait mener une tout autre politique pour lutter contre le chômage, le scandale du logement, la baisse du niveau de vie, de l'exprimer.

Chacun des bulletins à mon nom permettra de dire qu'une fraction de la classe ouvrière est convaincue de ce programme. Même si elle devra l'imposer demain à l'élue ou à l'élu du deuxième tour, ou à la future majorité parlementaire.

**Arlette LAGUILLER**

## • Record en Bourse

# Un monde, fou, fou, fou....

La Bourse atteint des records : fin février elle avait perdu 6,5 %, elle a maintenant regagné 8,5 %. Le moteur de cette envolée est une frénésie de fusions, d'OPA, de rachats avec endettement bancaire (LBO). Le groupe PPR (Pinault-Printemps-Redoute) a ainsi réalisé

une OPA amicale sur le groupe Puma, marque d'accessoires sportifs, moyennant 1,4 milliard d'euros ; les gestionnaires de centres commerciaux français Unibail et néerlandais Rodamco ont fusionné ; les banques françaises, dont BNP-Paribas, lorgnent sur une

banque néerlandaise, ABN Amro. Tout ce monde-là regorge de liquidités ; les banques ont confiance et accordent des crédits.

Tout cela durera... ce que cela durera. Ce grand jeu de Monopoly, essentiellement financier et déconnecté des réalités écono-

miques, semble même un peu risqué à certains analystes boursiers. Il prouve en tout cas l'aberration du système capitaliste : ceux qui ne savent que faire de leur argent l'utilisent de façon totalement improductive dans des opérations boursières. Si un krach finit par se produire, cer-

tains parmi les actionnaires, les groupes financiers, y perdront quelques plumes, d'autres y auront beaucoup gagné. Mais c'est l'ensemble de la population, dans le monde entier, qui fait et fera les frais de cette désorganisation économique.

Sylvie MARÉCHAL

## • Sarkozy à Meaux

### Un candidat bien protégé par les CRS

Vendredi 13 avril, Sarkozy s'est rendu à Meaux, dans la ville de son acolyte Jean-François Coppé. Les travailleurs de plusieurs entreprises en cours de fermeture ou d'autres menacés de licenciement avaient prévu de lui préparer l'accueil qu'il méritait par une manifestation.

La situation dans la région est catastrophique. Plus de 150 salariés de JDC sont en

cours de licenciement, après la liquidation judiciaire de l'entreprise. Par ailleurs, plus de 800 emplois sont menacés chez LSG-Gate-Gourmet, dont le tribunal de commerce de Mulhouse pourrait décider la liquidation d'ici au 2 mai prochain. 300 emplois doivent être supprimés sur le site Nestlé de Noisiel. Tous les travailleurs de ces entreprises tenaient à se faire entendre de Sarkozy.

Sa visite avait été tenue secrète le plus longtemps pos-

sible et il était évident que le candidat Sarkozy allait bénéficier d'une protection particulière de la part de la police. Mais cette fois-ci, le grand jeu a été sorti : les cars des manifestants n'ont jamais pu atteindre Meaux. Les salariés de Gate-Gourmet ont été bloqués par les forces de police sur leur site de Mitry-Mory et n'ont pas pu démarrer. Le car des travailleurs de JDC Torcy et Nestlé a, lui, été stoppé et les salariés encerclés et brutalisés à 15 km

de Meaux.

La ville de Meaux elle-même a été quadrillée de gendarmes et policiers, à commencer par la gare, où des salariés de Gate-Gourmet ont été retenus. Dans le quartier où se tenait la réception, tout ce qui était noir ou maghrébin était systématiquement contrôlé et écarté.

Plusieurs centaines de gendarmes, CRS, policiers ainsi que la Brigade anti-criminalité (BAC), ont donc été mobilisées pour empêcher des travailleurs

licenciés de s'adresser au candidat Sarkozy. Et aux journaux télévisés de 20 heures, ce soir-là, les téléspectateurs de tout le pays ont pu voir Sarkozy à Meaux, dans une séance de serrage de mains, sans savoir quel était l'envers du décor.

Sarkozy peut toujours parler de « réhabiliter le travail ». Il ne veut surtout pas croiser les travailleurs lorsqu'ils sont mobilisés !

Correspondant LO

## • Concurrence nationaliste entre Sarkozy et Le Pen

### Plus on remue la m..., plus elle pue

Avec ses déclarations réitérées sur l'identité nationale ou sur le « problème » de l'immigration, avec la chasse aux sans-papiers organisée par sa police, Sarkozy veut s'attirer les bonnes grâces et les voix de l'électorat de Le Pen.

Ce dernier, revendiquant son



fonds de commerce nauséabond, réplique sur le même ton en qualifiant Sarkozy de « candidat de l'immigration » et en examinant les nationalités de ses grands-parents, grecque d'un côté, hongroise de l'autre.

Se renforçant l'un l'autre, Sarkozy et Le Pen cherchent à spéculer sur les préjugés xénophobes et nationalistes les plus stupides et sur tout ce qui peut dresser les populations les unes contre les autres. De leur triste gamelle, il ne peut

## • Parisot et les parachutes dorés

### Gros pourboires et vrai pouvoir

Laurence Parisot, la présidente du Medef, a été interrogée sur le fait que Forgeard, ex-PDG d'Airbus, a touché 8,4 millions d'euros d'indemnités de départ, alors même que cette entreprise va licencier 10 000 personnes et que lui-même est soupçonné de délit d'initié, en l'occurrence d'avoir profité de sa position pour spéculer en Bourse contre sa propre entreprise.

Avec la délicatesse coutumière des représentants du patronat, Laurence Parisot a commencé par répondre sur le côté humain de la question. Diriger une entreprise comme Airbus, explique-t-elle, représente une « pression gigantesque », d'autant que le PDG peut être « révoqué à tout moment ». Les rémunérations élevées et les indemnités de départ énormes servent donc à

« réduire l'angoisse et à laisser l'esprit libre ». Le stress du PDG qui licencie est tel qu'on se demande pourquoi la Sécurité sociale ne prend pas encore à sa charge les rémunérations anxiolytiques, les stock-options antidépresseurs et les parachutes dorés décontractants.

N'ayant pas de larmes pour tout le monde, Laurence Parisot n'a évoqué les 10 000 licenciements que pour dire qu'ils ne seraient pas « secs », estimant apparemment que les licenciés n'ont donc aucun « stress » ou « angoisse » à soigner.

Puis la présidente du Medef a affirmé que « personne d'autre que le conseil d'administration n'est capable d'évaluer si une indemnité de départ est décente ou légitime au regard du travail accompli. (...) Quant à légiférer ou à interdire, ce serait catastro-

phique pour l'attractivité de la France ».

Ce que fait Airbus de ses profits ne concerne pas seulement l'indemnité de départ de Forgeard ou la fortune de Lagardère, principal actionnaire privé, qui récompense ainsi son intendant. Cela concerne surtout l'emploi de dizaines de milliers de travailleurs, la vie de populations entières dans plusieurs régions d'Europe, l'équilibre économique de plusieurs pays.

Mais, pour la représentante du Medef, « l'attractivité » de la France est le droit sacro-saint des actionnaires de s'approprier la richesse produite par des dizaines de milliers de travailleurs, de jeter 10 000 d'entre eux sur le pavé, quitte à distribuer un pourboire en or massif à un Forgeard ou à ses successeurs.

Paul GALOIS

## • Une urgence sociale

### Levée du secret bancaire, industriel et commercial

Le secret est un fondement de l'économie capitaliste, gouvernée par des conseils d'administration composés de quelques individus qui décident de tout, y compris de licencier une partie ou même l'ensemble du personnel d'une entreprise, ou de transférer la production d'une région à une autre, d'un pays à un autre.

Ce secret permet de cacher tous les moyens par lesquels les grands groupes financiers et industriels réalisent leurs profits sur le dos de toute la société. Ils cachent les mauvais coups qu'ils préparent contre les travailleurs, les relations qu'ils ont entre eux, leurs ententes, les conditions de la concurrence, lorsqu'elle existe. Ils tiennent secrets les rapports qu'ils établissent avec leurs filiales, les conditions dans lesquelles ils obtiennent les marchés, publics ou pas, les diktats qu'ils imposent à leurs sous-traitants ou que la grande distribution impose aux petits producteurs, etc. Tout cela est « top secret » et travailleurs comme consommateurs sont victimes de décisions prises dans leur dos.

En revanche, ce secret n'existe pas pour les capitalistes eux-mêmes. Ils disposent de bien des moyens de savoir ce qui se passe d'une entreprise à l'autre. Il suffit de consulter la liste des membres des conseils d'administration des grandes entreprises pour constater que bien souvent ce sont les mêmes hommes qui siègent dans les principaux d'entre eux. Industriels, banquiers, représentants des grandes familles industrielles et financières s'y retrouvent. Les banques elles-mêmes savent pratiquement tout ce qui se passe dans les entreprises dont elles gèrent les comptes. Et

aucune direction d'entreprise ne se gêne pour débaucher le PDG d'une autre ou quelques-uns de ses hauts cadres, afin de pouvoir s'emparer des secrets d'un concurrent ! C'est là une pratique courante.

En réalité, les capitalistes n'ont pas ou fort peu de secrets entre eux, et aucun qui ne soit inviolable. En revanche, ils se protègent du contrôle des travailleurs et des usagers. Pour que les ressources de la société et de l'économie soient enfin mises au service de l'ensemble de la population et que la situation de chacun s'améliore, il faudrait que celle-ci soit en mesure de contrôler toute l'économie. Les travailleurs, dans les entreprises comme à l'échelle du pays, devraient avoir la possibilité de vérifier les transactions. Ouvriers, employés, ingénieurs, informaticiens, simples consommateurs et contribuables, en relation les uns avec les autres, avec l'aide de leurs organisations, syndicales, de consommateurs, d'usagers, etc., devraient avoir les moyens de connaître tout de la production comme de la distribution des richesses.

Pour cela, il faut la levée du secret bancaire, commercial et industriel !

Michel ROCCO



## • Michel Rocard et « l'alliance nécessaire Royal-Bayrou »

### Contre nature ou simplement prématuré ?

« J'affirme que, sur les urgences d'aujourd'hui, rien d'essentiel ne sépare plus en France les sociaux-démocrates et les démocrates sociaux, c'est-à-dire les socialistes et les centristes » : voilà ce que déclarait l'ancien Premier ministre de Mitterrand, Michel Rocard, dans une tribune du journal *Le Monde* du 14 avril. Et il poursuivait : « J'appelle donc François Bayrou et Ségolène Royal, avant le premier tour, à s'exprimer devant les Français à s'engager dans la voie de cette alliance. »

Cette sortie de Rocard n'a pas fait l'affaire de la candidate du Parti Socialiste, Ségolène Royal, dont le problème immédiat était de se qualifier pour le deuxième tour. À défaut de programme un peu attractif, le

credo de Royal est de se présenter comme le meilleur barrage à Sarkozy. Aussi l'initiative intempestive de son « camarade de parti », présentant Bayrou comme une alternative tout aussi valable que « sa » candidate, ne peut dans l'immédiat que servir le candidat de la droite centriste, en facilitant le passage d'électeurs de gauche à ce dernier. Ségolène Royal, tout comme Hollande et les principaux leaders socialistes, ont donc condamné l'initiative de Rocard.

Cependant si Ségolène Royal, en réponse, a proclamé que : « L'UMP et l'UDF sont coresponsables du bilan dans lequel se trouve la France », elle a gardé la porte ouverte à la droite centriste en affirmant vouloir rassembler, au-delà de la gauche, « les républicains et les humanistes ».

En fait, cette alliance entre les socialistes et la droite centriste n'aurait rien d'inimaginable, ni rien de spécialement nouveau. Les centres d'intérêt et les électors respectifs des socialistes et des centristes sont certes différents : une part notable de l'électorat de Ségolène Royal se trouve dans les classes populaires qui ne supportent plus les coups assésés par la droite au pouvoir. En revanche, leurs politiques respectives ne sont guère différentes, les uns comme les autres voulant gouverner en préservant les intérêts du grand patron.

Et puis, l'histoire du Parti Socialiste est émaillée des tentatives de nouer des alliances avec une partie de la droite, aujourd'hui appelée « centriste », hier « progressiste », « républicaine » ou « démocratique ». Le problème, le plus souvent, est venu des seules réticences de cette droite à répondre de façon conséquente à ces appels du pied.

En 1988, Mitterrand avait décidé de mettre au rancart feu l'Union de la gauche avec le PCF, pour tenter de débaucher

la droite non-gaulliste, en confiant justement à Rocard le soin de conduire l'opération. Si quelques-uns répondirent à l'appel, les plus gros bataillons de la droite centriste se tinrent à l'écart et ces réticences firent échouer cette tentative.

Alors pour l'instant la proposition de Rocard a été rangée comme « inopportune »... en attendant peut-être de ressortir au lendemain du premier ou du second tour, en fonction des résultats.

Paul SOREL

### • Les projets des « présidentiables » en matière de santé

#### Mieux vaut être riche...

#### surtout quand on est malade

Un collectif de médecins a lancé une pétition contre les propositions de franchises sur les soins médicaux (sur les examens biologiques, les médicaments, les visites médicales et l'hospitalisation) défendues par Nicolas Sarkozy.

En effet cela signifierait l'obligation pour les malades de supporter des frais non remboursés, la prise en charge n'intervenant qu'au-delà d'un certain seuil. Le projet de l'UMP daté de novembre 2006 évoquait la possibilité d'un montant de 50 à 100 euros par an, une somme qui, pour les chômeurs et bien des travailleurs sous-payés, serait un poids réel.

On ne peut s'étonner que Sarkozy propose une mesure visant à faire payer plus cher aux classes populaires le droit aux soins et à en écarter tous ceux qui n'en ont pas les moyens financiers. Il s'agit, sous prétexte de combler le déficit de la Sécurité sociale, de prendre dans la poche des plus pauvres, accusés de dépenser trop pour se soigner. Cette riche idée est dans la « droite » ligne des mesures prises par les gouvernements depuis cinq ans, comme l'instauration du forfait de 1 euro par acte de soins ou de biologie et celui de 18 euros sur les actes supérieurs à 91 euros.

Bayrou ne se différencie pas de Sarkozy, puisqu'il parle de « responsabiliser » les patients, ce qui est une façon de rejeter la

responsabilité du « trou » de la Sécurité sociale sur les salariés. Quant à Ségolène Royal, si elle a dénoncé la proposition de Sarkozy comme constituant « une grave menace pour l'égalité d'accès aux soins et pour l'assurance-maladie solidaire », elle reste très discrète sur les problèmes de financement. Et c'est bien là le problème car, pour que tous dans les classes populaires aient réellement accès aux soins, il faudrait prendre dans les poches patronales.

Bien évidemment, ni Sarkozy ni Bayrou ne se prononcent pour l'arrêt des exonérations de cotisations de Sécurité sociale dont bénéficient les patrons. Mais Ségolène Royal non plus. Pourtant, en 2005, elles se sont montées à 21,1 milliards d'euros. Ces cadeaux s'élevaient déjà à 20,1 milliards d'euros l'année précédente, 15 milliards en 2000 et 5 milliards d'euros en 1994. Ces exonérations représentent aujourd'hui près de 9 % du total des cotisations perçues.

Alors la justice consisterait

### • Système électoral

#### La proportionnelle refait parler d'elle... avant l'élection

Après François Bayrou, qui s'est déclaré pour l'introduction d'une certaine dose de proportionnelle dans l'élection des députés, Ségolène Royal s'y est, elle aussi, déclarée favorable. Puis Brice Hortefeux, un des proches de Sarkozy, s'est à son tour prononcé pour une pincée de proportionnelle, provoquant paraît-il le courroux de son patron, pas d'accord avec cette idée.

Voici donc, de nouveau, le débat relancé, comme à chaque élection. Certains objectent qu'ainsi le Front National aurait des députés, comme si le problème était celui-là, et pas le fait que de 10 à 15 % des électeurs puissent voter pour un tel parti. Certains se déclarent favorables à ce système de représentation, éventuellement assorti d'un barrage permettant d'exclure l'extrême gauche, sans se sentir pour autant engagés à passer aux actes en cas d'élection.

En tout cas, aujourd'hui, l'Assemblée nationale, qui compte 577 députés, est bien loin de représenter tous les

courants d'opinion. Le système d'élection à la proportionnelle intégrale dans toutes les élections serait le système le plus juste – ou le moins injuste – pour faire en sorte que les résultats expriment à peu près la variété des opinions existant réellement dans le pays. Par exemple, pour les élections législatives, la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale signifierait que le pourcentage des voix correspondrait exactement au pourcentage d'élus : 10 % des voix à l'échelle nationale se traduiraient par 10 % des élus, soit une soixantaine d'élus pour une Assemblée de près de 600 députés.

Ce serait bien la moindre des choses, pour un régime dit démocratique, que d'instaurer le système proportionnel. Mais les partis dits de gouvernement préfèrent imaginer des systèmes qui, en déformant le résultat des votes, leur permettent de s'assurer le monopole du pouvoir.

Vincent GELAS



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Votons pour nos intérêts de travailleurs, pas pour les candidats du patronat !

À moins d'une semaine du premier tour, les candidats que les sondages présentent comme faisant la course en tête sont ceux qui ne réservent que des mauvais coups contre les travailleurs.

Une part de la campagne de Sarkozy consiste à reprendre le programme sécuritaire et anti-immigrés de Le Pen, le millionnaire réactionnaire. Et lorsqu'il quitte ce terrain pourri, ce n'est que pour promettre des heures supplémentaires pour que les patrons gagnent plus, une précarité généralisée avec un contrat unique sur le modèle du CNE, la restriction du droit de grève, des attaques contre les régimes de retraites, pour ceux qui ont encore échappé aux précédentes et aussi pour tous les autres...

Il n'y a rien de mieux à attendre de Bayrou. Derrière le marketing électoral du « troisième homme » qui veut rallier à lui la gauche et à droite, l'ancien ministre de Balladur défend le même programme social que l'UMP.

Mais Royal défend aussi fondamentalement les mêmes intérêts. À la chute continue du niveau de vie des classes populaires, elle envisage une augmentation du smic à 1 500 euros, en brut pas en net... et d'ici 2012 ! Autant dire, avec l'inflation, pas d'augmentation du tout. Sa dernière trouvaille, le « *Contrat Première Chance* », est un remake du Contrat Première Embauche que Villepin a été contraint de remballer devant les manifestations de la jeunesse. Plus fort même que le CPE, car l'État paierait à la place des patrons pendant un an le salaire et les cotisations sociales pour un jeune embauché par une entreprise privée. Salariés jetables et gratuits !

Sur tous les sujets importants pour les travailleurs, il apparaît clairement que la gauche comme la droite se placent sur le terrain de la défense des intérêts du grand patronat. Et courant derrière Sarkozy, qui court lui-même derrière Le Pen, Ségolène Royal essaye de détourner l'attention des problèmes sociaux en agitant du tricolore et en faisant chanter la Marseillaise.

De tous autres objectifs correspondent aux intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière :

**- Une augmentation des tous les salaires de 300 euros par mois, le smic à 1 500 euros net tout de suite et pas de salaire en dessous de ce smic.** Ce ne serait que rattraper la dégrada-

tion du niveau de vie, sous les gouvernements de droite comme de gauche depuis des années.

**- Interdire les licenciements et embaucher les précaires.** Les principales entreprises, celles du CAC 40, annoncent 100 milliards de profit. Et elles ont le culot d'offrir en plus des cadeaux mirobolants à leurs dirigeants, comme les 8,4 millions de Forgeard, ex PDG d'Airbus. Il faut prendre sur ces profits pour maintenir les emplois. Il faut lever le secret bancaire et commercial pour que la population et les travailleurs puissent contrôler directement où va l'argent.

**- Embaucher massivement dans les services publics utiles à la population,** dans l'éducation nationale, les hôpitaux ou la poste. L'argent public doit servir aux travailleurs, pas à faire des cadeaux aux patrons comme les 65 milliards d'aides diverses versées en 2005.

**- Construire massivement des logements sociaux accessibles aux classes populaires.** C'est le seul moyen de reloger les 3 millions de personnes qui n'ont pas aujourd'hui de vrai logement. C'est aussi comme ça qu'on enrayera la hausse des loyers qui jette tous les jours de plus en plus de pauvres, et souvent des travailleurs, les plus mal payés, à la rue.

Aucun gouvernement de droite ou de gauche ne prendra de telles mesures car aucun d'entre eux ne voudra toucher aux intérêts et aux privilèges du patronat. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui devront les imposer, par la lutte, par leur force collective. On veut nous faire croire que dans ces élections, nous n'avons que le choix de voter « *pour le pire ou pour le moins pire* » des défenseurs du patronat, de servir ceux qui vont nous tirer dessus !

**Au premier tour nous avons un autre choix possible : exprimer à la fois notre rejet de la droite et de l'extrême droite, tout en affirmant, quel que soit l'élu ou l'élue, notre détermination de ne pas nous laisser faire. Voter utile, c'est donner un avertissement au patronat et aux politiciens à son service en votant pour Arlette Laguiller.**

Éditorial des bulletins d'entreprises « *L'Étincelle* » du 16 avril 2007 édités par la Fraction de Lutte Ouvrière

### Convergences Révolutionnaires n° 50 (mars-avril 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

**Dossier :** LES RICHES, comment, toujours plus riches, ils raflent toute la mise.  
**Articles :** Notre campagne pour Arlette Laguiller – *Salaires* : 300 euros pour tous et smic à 1 500 euros net tout de suite – *Enseignement* : les nouvelles saignées – *Renault* : suicides au Technocentre de Guyancourt – *Bolivie* : Morales entre révolte populaire et pression de la bourgeoisie réactionnaire – *Brésil* : licenciements et répression syndicale chez Volkswagen – *Iran* : arrestations d'enseignants.  
Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :  
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18  
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

# Même quand les profits sont déclarés en baisse, les actionnaires sont royalement servis

Parmi les plus grosses entreprises, quelques-unes déclarent que leur bénéfice a baissé l'année dernière, mais elles n'envisagent nullement de réduire les dividendes qu'elles vont verser à leurs actionnaires.

Parmi les 40 premières entreprises françaises cotées en Bourse (le CAC40), neuf affichent des bénéfices coquets mais en baisse par rapport à l'année précédente. Encore faudrait-il pouvoir vérifier. Les actionnaires, eux, n'en subissent pas les effets. En revanche, les directions de ces entreprises ne se privent pas d'invoquer ces résultats en baisse pour refuser des augmentations de salaires, ou encore pour justifier des suppressions d'emplois.

Seul EADS n'a pas encore décidé ce qu'il fera de son bénéfice net, qui se monte tout de même à 99 millions d'euros en 2006, après la baisse annoncée de 99 %. Les autres ont déjà promis un maintien ou une augmentation des dividendes versés aux actionnaires. C'est le cas pour le groupe Lagardère, qui annonce des dividendes en hausse de près de 10 %, dont bénéficiera, pour commencer, Lagardère lui-même. Ce groupe, qui a conservé des participations dans EADS et comprend un empire de presse et de communication, affiche un bénéfice net en baisse. C'est aux salariés d'Airbus que l'on impose des sacrifices, avec les 10 000 suppres-

sions d'emplois directs annoncées, sans compter les milliers d'autres chez les sous-traitants.

Chez Alcatel-Lucent, les effectifs doivent être amputés de 16 % et le groupe s'affiche désormais en perte, mais sa dirigeante promet aux actionnaires un dividende identique à celui de l'année dernière. PSA Peugeot Citroën va, lui aussi, redistribuer aux actionnaires un dividende identique à celui des années précédentes mais parle de suppressions d'emplois. Et quand des grévistes revendiquent une augmentation de salaire de 300 euros, la direction refuse en invoquant une diminution de 83 % de son résultat net. Et chez Renault le résultat net fléchit de 15 %, mais les dividendes doivent encore augmenter de 29 %.

Ces exemples ne sont pas exceptionnels. C'est la règle, quel que soit le résultat affiché, de choyer les actionnaires. Pour Michelin, le bénéfice baisse de 35,5 % mais les dividendes augmentent de 7,5 %, ce qui porte à 56 % leur progression en trois ans. France Télécom annonce la suppression de 22 000 emplois d'ici 2008, un résultat net en baisse de 28 %, mais un dividende en hausse de 20 %.

Voilà la réalité. Même quand les grandes entreprises crient misère, c'est un mensonge. Demandez plutôt à leurs actionnaires !

Jean SANDAY

# En défense du mammoth, entre autres

Il y avait, et il y a encore, les tableaux de maître, les grands crus... À la catégorie « placements spéculatifs en tout genre », il faut maintenant ajouter les animaux fossilisés, si possible géants.

Lors d'enchères internationales dans une grande salle de ventes parisienne, le squelette d'un mammoth de plus de 10 000 ans d'âge a ainsi trouvé preneur pour 312 000 euros (avec les frais). Celui d'un rhinocéros laineux sibérien du quaternaire, estimé à 65 000 euros « seulement », est parti pour près du double. Il y avait également un ours des cavernes, des fossiles de plus petite taille et, routine des riches amateurs, des meubles d'art.

Quand on peut dépenser des sommes pareilles, on a évidemment de quoi loger un mammoth de 4,80 mètres dans son salon. Le comble pour les collectionneurs les plus fortunés serait, comme aux États-Unis, de construire autour un musée, à son nom bien sûr. Mais en ce domaine, la règle semble plutôt de garder pour soi œuvres d'art et pièces exceptionnelles d'histoire naturelle. L'acquéreur du pauvre mammoth est, selon les journaux, « *un jeune et riche collectionneur français d'art contemporain* ».

La place des pièces dont s'emparent de tels individus devrait être dans des musées publics, accessibles au plus grand nombre, à commencer par la génération d'âge scolaire. Au lieu de cela, certains peuvent se réserver le droit à la contemplation égoïste de tels trésors, dans l'attente, les cours ayant monté, de les revendre avec un gros bénéfice.

Ce que l'on appelle pudiquement « le marché de l'art » n'est rien d'autre que cela. Un « marché des fossiles » est peut-être en train de lui emboîter le pas, dans un monde de spéculation qui n'en est plus à une aberration près.

Pierre LAFFITTE

**SPÉCULATION : TOUS LES OS SONT BONS À RONGER.**



• Somme

## Payer son patron pour espérer préserver son emploi

Payer leur patron pour espérer garder leur emploi, c'est ce que font tous les travailleurs du pays sans qu'on leur demande leur avis. Prenons l'exemple du département de la Somme, où se situe le site Airbus de Méaulte : la construction d'un aérodrome privé pour M. Lagardère s'y termine. Elle a coûté environ 130 millions d'euros, financée seulement à hauteur de 11,25 % par Airbus. Les collectivités publiques (Région, Conseil général, communes et État) ont donc en quelques années généreusement puisé dans l'argent des impôts pour lui faire un cadeau de près de 120 millions d'euros. C'était, paraît-il, pour favoriser l'emploi. Or aujourd'hui Airbus veut se débarrasser de son usine de Méaulte.

Ces 120 millions d'euros versés en pure perte représentent l'équivalent de deux ans de salaire à 2 500 euros brut pour les 1 300 salariés de l'usine. Mais rien n'est envisagé pour interdire les licenciements à venir. La Région et l'État parlent juste de... remettre la main à la poche pour de nouvelles aides !

Ces aides publiques à fonds perdus sont continues. Elles prennent toutes les formes possibles et imaginables. Par exemple, c'est au nom de la protection de l'environnement que la société Pic Industrie à Airaines (qui menace de fermer son usine de 39 salariés) va toucher 660 000 euros pour la dépollution et la réhabilitation de son site. C'est au nom de la recherche et du développement que l'équipementier automobile Valéo a encaissé 2,3 millions d'euros pour la construc-

tion d'un centre technique à Amiens... avant de fermer sa fonderie et de licencier plusieurs centaines de salariés à 40 km de là sur son autre site d'Abbeville.

La famille Parisot se voit récompensée pour ses 150 licenciements récents dans son usine de Berteau-court-les-Dames par le Conseil général, qui prend en charge les honoraires de deux designers-créateurs pour développer de nouveaux produits. Guillaume Sarkozy, le frère du candidat, a puisé lui aussi dans les caisses publiques avant de mettre la clé sous la porte de son usine textile picarde. Et d'une façon générale, les patrons du département ont empoché, en 2005, cent cinquante-six millions d'euros sous forme d'exonérations de cotisations sociales.

Ces milliards donnés à fonds perdus à des patrons licenciés sont d'autant plus choquants que la Somme est frappée de plein fouet par les licenciements (plusieurs milliers dans l'année qui vient). Non seulement ils ne serviront ni à sauver des emplois dans le privé, ni à créer des emplois dans le secteur public, mais ils en supprimeront, car il faut bien économiser sur les salaires d'enseignants ou de postiers pour trouver de telles sommes.

Tous ces cadeaux aux patrons expliquent pourquoi, à la rentrée prochaine, encore 49 classes d'école seront supprimées dans le département, pourquoi des lits d'hôpitaux disparaissent et des antennes Assedic sont fermées.

• Caisses automatisées dans les supermarchés

## Caissières licenciées, magasins déshumanisés

Vendredi 13 avril, devant plus de soixante-dix supermarchés de différentes enseignes, la CFDT-services appelait à protester contre la mise en place de caisses automatiques. Celles-ci existent déjà dans certains magasins, mais les enseignes de la grande distribution étendent leur mise en place, menaçant les emplois des caissières.

Avec ce système, les clients doivent tout faire eux-mêmes : scanner les articles achetés devant les lecteurs de code-barre et payer par carte bancaire sur des bornes automatiques. Étant en général deux fois moins rapides qu'une caissière pour effectuer ces opérations, ce n'est pas ce système qui éliminera les queues aux caisses. Mais surtout, cela va déshumaniser encore plus les grandes surfaces. On peut craindre que, dans un avenir proche, il n'y ait plus dans les magasins que quelques vigiles pour dépister d'éventuels fraudeurs, et aucun personnel pour renseigner les clients ou les aider en cas de problèmes de fonctionnement des machines ou d'erreurs de



prix. Cela risque aussi d'exclure tous ceux qui ne possèdent pas de cartes bancaires.

Bien que Carrefour, Auchan, Leclerc, etc. se défendent de vouloir licencier des caissières, le but de l'opération est quand même de faire des économies en diminuant le nombre d'emplois. Déjà, là où des caisses automatiques sont installées, il ne reste plus qu'une personne pour s'occuper de quatre caisses. Par exemple, chez Auchan, la CFDT craint que 4 300 emplois sur 13 000 soient menacés. Ces emplois peu qualifiés sont majoritairement occupés par des femmes,

d'autant moins payées qu'on leur impose bien souvent de travailler à temps partiel, avec en plus une flexibilité des horaires contraignante. Si la mise en place de caisses automatiques se généralise, elles risquent fort de se retrouver carrément au chômage.

La bonne santé financière de ces grands groupes commerciaux n'est pas à démontrer. Ni leurs salariés ni leurs clients n'ont à faire les frais de leur volonté d'accroître encore leurs bénéfices.

Marianne LAMIRAL

• Subventions aux grandes entreprises

## L'État c'est eux

L'État, la Région et la ville ont investi 1,3 milliard d'euros pour construire le nouveau port du Havre, baptisé Port 2000, capable d'accueillir les super-pétroliers et les porte-conteneurs géants.

Mais cela ne suffisait pas aux compagnies MSC et CMA-CGM, respectivement deuxième et troisième compagnies maritimes mondiales. Il leur fallait des installations supplémentaires. Les collectivités

territoriales ayant refusé de cracher encore au bassinet, les compagnies allaient se résoudre à payer elles-mêmes les travaux dont elles ont besoin. L'investissement projeté, évalué à 200 millions d'euros, ne représentait qu'à peine un tiers du seul bénéfice de CMA-CGM, mais c'est dur de distraire un peu de profit de la poche des actionnaires, même dans l'espoir de pouvoir en faire encore plus à l'avenir.

Heureusement, l'État était là pour leur éviter ce déchirement. Sous forme d'une « prise en considération », la puissance publique offre 62 millions d'euros et donne son autorisation au port pour qu'il puisse emprunter le reste, à concurrence de 200 millions.

Et après ça, on dira encore que rien n'est fait pour aider la « petite » entreprise !

P.G.

• Philips

## Super-bénéfices sur le dos des salariés

+ 446 %, c'est la hausse du bénéfice net de Philips pour le premier trimestre 2007, soit 875 millions d'euros. 2006 n'avait pourtant pas été une mauvaise année puisque les bénéfices avaient augmenté de 87 %. Le PDG du groupe se félicite d'avoir réussi la mutation du groupe en concentrant ses activités sur l'électronique grand public, l'éclairage et le

matériel médical, et en se retirant des secteurs jugés trop peu rentables par les actionnaires.

Cependant cela a eu un prix. Ainsi, en abandonnant le marché des téléphones portables, Philips a mis à la rue, rien qu'en France, 1 235 personnes, dont 1 142 à l'usine de Mans où travaillaient 2 500 personnes. À Caen,

l'usine de 1 500 personnes n'en comptait plus que 950 en 2004. Et dans les 60 pays où Philips est implanté, le groupe employait près de 161 000 personnes en 2004 et ils n'étaient plus que 120 000 en 2006 !

Pendant que Philips licenciat des dizaines de milliers de travailleurs, les subventions ont continué à couler à flot.

Ainsi à Caen, pour ouvrir un centre de recherche le groupe a reçu 33 millions d'euros et 20 millions de crédit d'impôts du gouvernement Raffarin... sans bien sûr aucun engagement de création d'emplois nouveaux. Et Philips, entreprise néerlandaise, a pu aussi compter sur la sollicitude de son gouvernement qui, début 2007, a diminué le taux

d'imposition sur les entreprises. Alors qu'il était de 29 ou 34 % selon les bénéfices de l'entreprise, il est passé à 20 ou 25 %.

Aux Pays-Bas comme en France, l'argent public sert à subventionner les trusts, et en particulier les plus gros comme Philips.

Cédric DUVAL



## Au Zénith de Paris, le 15 avril

Dimanche 15 avril, le meeting de Lutte Ouvrière au Zénith de Paris a été un succès. 5 000 personnes sont venues écouter Arlette Laguiller dans une ambiance enthousiaste.

Avant le discours de notre candidate, trois camarades de Lutte Ouvrière qui travaillent et militent dans l'automobile sont intervenus : Éric Pecqueur, de Toyota-Valenciennes, a témoigné des conditions de travail particulièrement difficiles dans cette usine ; Yves Cheere, de Renault-Le Mans, a dénoncé les

**Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,**

Il serait possible de préserver les travailleurs et l'ensemble de la société de trois catastrophes majeures, qui sont le chômage massif, la crise du logement et la dégradation du niveau de vie de la plus grande partie de la population ! (...)

Quand j'ai avancé ces mesures pour la première fois, lors de l'élection présidentielle de 1995, il y a douze ans déjà, alors que la crise n'était pas encore si grave, j'étais bien seule à en populariser l'idée. Certaines d'entre elles sont reprises aujourd'hui par d'autres candidats d'extrême gauche, mais elles ne le sont pas, et je ne m'en étonne pas, par ceux qui ont une chance d'arriver au pouvoir. (...) Dès que j'ai avancé ce programme de défense des travailleurs, à l'époque sous le nom de « programme d'urgence » ou de « plan d'urgence », j'ai dit qu'on ne pouvait compter ni sur la droite, ouvertement au service du grand patronat, ni sur la

gauche, hypocritement servile envers lui.

### Des mesures indispensables pour les travailleurs

Il aurait fallu que ces mesures indispensables pour les travailleurs soient imposées, aussi bien au gouvernement qu'au grand patronat, par un puissant mouvement social susceptible de les faire reculer. Faut-il rappeler qu'en 1936 comme en 1968 ce sont les luttes sociales, les grèves, les occupations d'usines qui ont contraint le gouvernement en place à prendre des mesures qui reprenaient quelques-unes des revendications ouvrières, tout en les modérant, voire en les détournant ? En 1936, c'est un gouvernement de gauche, celui du Front populaire, qui dut s'exécuter. En 1968, ça a été un gouvernement de droite, sous la présidence de De Gaulle, un général réactionnaire !

Aucun mouvement de même ampleur ne s'est produit au cours

des récentes années, même si 1995, l'année de la présidentielle précisément, s'est terminée sur la grève des cheminots, entraînant une partie des travailleurs de la Fonction publique. Assez puissant pour stopper momentanément l'attaque de Juppé contre les retraites dans la Fonction publique, le mouvement n'a pas été assez large pour stopper l'offensive du patronat et du gouvernement sur d'autres terrains. (...)

Les gouvernements, ceux de droite bien sûr mais aussi le gouvernement de la Gauche plurielle dirigé par Jospin de 1997 à 2002, dont ont fait partie Dominique Voynet et Marie-George Buffet, ont exécuté servilement les exigences du grand patronat : la dégradation de tous les services publics, dont les plus rentables ont été livrés au privé, la flexibilité du travail, la généralisation des contrats précaires. Il y a eu d'innombrables autres mesures touchant l'ensemble des travailleurs ou telle ou telle catégorie,

licenciements décidés par la direction pour se débarrasser de travailleurs combatifs ; enfin Philippe Julien, de Citroën-Aulnay, a relaté les six semaines de la grève menée par les ouvriers de cette usine.

Après ces témoignages particulièrement représentatifs de la situation que vit aujourd'hui toute une partie de la classe ouvrière, notre camarade Arlette Laguiller a pris la parole. Nous publions ci-dessous des extraits de son discours.

souvent parmi les plus fragiles et qui avaient le plus de mal à se défendre. (...)

Cette dégradation dans tous les domaines ne peut pas, ne doit pas se poursuivre indéfiniment ! Tôt ou tard, la colère éclatera et provoquera un mouvement revendicatif vaste, puissant, englobant tout le monde du travail. Et c'est pourquoi il est important que ce mouvement ne se trompe pas d'objectifs et ne prenne pas l'accessoire pour l'essentiel. Et c'est l'un des buts de ma campagne.

Le programme sur lequel je demande aux électeurs populaires de se prononcer en votant pour ma candidature est un programme de défense des travailleurs pour empêcher qu'une fraction croissante de la principale classe productive de la société soit de plus en plus poussée vers la misère. (...)

« Prendre sur le profit » signifie simplement qu'on contraigne les plus riches à participer à l'effort nécessaire pour faire

face à la crise sociale dramatique que représentent le chômage de masse, les bas salaires et la situation du logement populaire. (...)

### Imposer le contrôle sur les entreprises

« L'État, c'est moi », affirmait en son temps Louis XIV. La guillotiner qui coupa la tête d'un de ses successeurs allait montrer les limites historiques de cette prétention.

Mais aujourd'hui, chaque patron déclare : « L'entreprise, c'est moi ». Mais si l'entreprise est créatrice de richesses, comme aiment à nous le rappeler les économistes – en général pour nier les droits des travailleurs –, ce n'est pas grâce aux propriétaires, mais grâce à ceux qui y travaillent, grâce à ceux qui font tourner les chaînes de l'industrie automobile, qui font couler le

## À Reims le 11 avril

Plus de 500 personnes ont assisté au meeting qu'Arlette Laguiller a tenu à Reims le 11 avril. Dans une salle où l'ambiance était chaleureuse, un certain nombre de délégations d'entreprises étaient présentes. Des travailleurs de Valéo sont venus saluer Arlette à la fin du meeting et dénoncer le recours massif à l'intérim. Dans cette usine, 330 ouvriers sont concernés par ce type de contrats, alors que 250 suppressions d'emplois ont eu lieu en 2006. Des postiers ont raconté la dégradation des conditions de travail et regret-

taient que, en cas d'absence, des tournées ne soient plus assurées faute de remplaçants.

Banderoles en tête, des travailleurs de Chausson Outillage sont venus dire leur inquiétude face aux menaces de licenciements, voire de fermeture, qui pèsent sur leur usine. C'est d'ailleurs à leur invitation que, l'après-midi même, Arlette Laguiller était venue dans l'usine où, au cours d'une prise de parole chaleureusement applaudie, elle leur avait exprimé toute sa solidarité.

## À Lyon le 16 avril

De nombreux jeunes

s'étaient déplacés pour venir écouter Arlette Laguiller à Lyon le lundi 16 avril, et aussi des moins jeunes, venus à la sortie du travail, ainsi que des électeurs fidèles. C'est donc devant 750 personnes et une salle bien pleine que notre porte-parole régionale, Nathalie Arthaud, est intervenue. Elle a affirmé notre soutien à Papa Chahidi, venu en France en 1983 sous une fausse identité pour fuir la répression aux Comores. Maintenant menacé d'expulsion, il est soutenu par ses collègues de l'hôpital où il travaille depuis treize

ans.

Elle a ensuite dénoncé les restructurations dans l'industrie chimique, avec entre autres la fermeture programmée de Ciba-Huntsmann à Saint-Fons et les suppressions d'emplois à Arkema Pierre-Bénite. En l'écoutant, beaucoup ont découvert l'ampleur de la fortune des grands patrons régionaux, comme les familles Mérieux (de bioMérieux) et Badin, Defforey et Fournier (fondateurs de Carrefour) qui ensemble disposent de l'équivalent du budget de la région Rhône-Alpes !

## Meeting av Arlette Lag NANTES

Judi 19 avri  
Cité des Cong

Sur le site de

[www.arlette](http://www.arlette)

- L'agenda avec les dates des meetings et l
- Les communiqués d'Arlette Laguiller, ses
- Ses commentaires sur les programmes de
- Des réponses aux questions de la presse, de particuliers.
- Le texte de ses interventions et de son é
- Un lien vers quelques-unes des émissions
- Et bien sûr les moyens de soutenir et de

# La campagne d'Arlette Laguiller

béton pour les constructions, grâce aux manœuvres ou aux chercheurs, grâce aux caissières de supermarchés et aux employés des banques.

C'est pour cela qu'un programme de défense des travailleurs signifie nécessairement qu'il faut que les travailleurs, les salariés en général, puissent contrôler ce qui se passe dans leur propre entreprise, celle dont ils assurent collectivement le fonctionnement. Et étant donné l'importance sociale de certaines entreprises, qui jouent un rôle majeur dans l'économie, il faut que les consommateurs, que la population participent à ce contrôle et aient accès à toutes les informations concernant ces entreprises.

La première mesure à prendre pour permettre un tel contrôle est donc de supprimer les lois sur le secret commercial, bancaire et industriel. Que les employés, les comptables, les secrétaires, les ouvriers, les magasiniers puis-

sent dire si ce que les dirigeants des entreprises déclarent est vrai ou faux et qu'ils puissent vérifier si ce qu'on leur fait faire dans leurs entreprises correspond bien à ce qui est utile à la société. (...) Le contrôle exige aussi qu'on puisse rendre publics, c'est-à-dire accessibles à tous, les revenus, les avoirs et les biens de tous les grands patrons, de leurs alliés, de leurs hommes de paille. Le contrôle est indispensable pour pouvoir imposer au patronat les mesures d'urgence destinées à résorber le chômage.

Ce n'est ni exproprier, ni nationaliser les entreprises privées, mais simplement les rendre transparentes en permanence pour la population.

## Votez pour le camp des travailleurs

C'est en brandissant conjointement le « danger Le Pen » et la nécessité de battre Sarkozy que le PS en appelle au vote prétendument utile, c'est-à-dire au vote en

faveur de Ségolène Royal dès le premier tour. En somme, dans le langage des dirigeants du PS, vaincre la droite et l'extrême droite c'est faire taire tout ce qui est sur la gauche du PS, l'extrême gauche bien sûr, mais même l'allié de demain, le PC.

Eh bien non, il faut que l'opposition à la politique de Ségolène Royal ne vienne pas seulement de sa droite, mais aussi de sa gauche. Il faut surtout que se manifeste dans cette élection un courant qui n'abdique pas devant le camp patronal, représenté aussi bien par Sarkozy, Bayrou que par Royal. (...)

C'est tout le fonctionnement de l'économie qu'il faut changer radicalement. Cette économie où on produit en fonction du profit est une économie folle, une économie où c'est le marché aveugle et stupide qui commande, et pas la conscience des hommes. Une économie qui reproduit sans cesse l'inégalité sociale, en creusant en même temps l'écart entre



un petit nombre de pays industriels et le reste du monde, condamné à la pauvreté.

Notre conviction est que l'avenir appartient à une organisation sociale différente de celle d'aujourd'hui, sans exploités, sans exploités et sans exploitation, où la production et la répartition seraient organisées non pas en fonction des espoirs de profits de quelques-uns, mais en fonction de la satisfaction des besoins de tous.

Mais aujourd'hui il ne s'agit que d'une élection, qui n'a pas le pouvoir ou la possibilité de changer les structures de la société. Il ne s'agit pas d'agir, mais d'exprimer une opinion. Il ne s'agit pas de se prononcer sur l'avenir de la société, mais sur l'urgence immédiate, sur un programme de survie du monde du travail.

C'est sur ce programme que je demande aux électeurs de se prononcer en votant pour ma candidature !



Les grévistes de Peugeot-Citroën Aulnay.



5 000 personnes enthousiastes

## Les émissions à la télévision et à la radio avec Arlette Laguiller

Dans le cadre de la campagne officielle radiodiffusée, Arlette Laguiller, comme les autres candidats, dispose de 18 émissions télévisées différentes : huit d'une durée de 1 minute ; six d'une durée de 2 minutes 30 ; et quatre d'une durée de 5 minutes 30. Ces émissions

ont commencé à être diffusées le lundi 9 avril.

Chacune de ces émissions est diffusée sur France 2, France 3, France 4, France 5. Nous publions ci-dessous les horaires de ces émissions.

Ces émissions sont aussi diffusées sur RFO, à des horaires qui varient en fonction des décalages horaires, et sur RFI à 11 h 30 (temps universel).

Une version « radio » de ces émissions est diffusée sur France Inter le même jour que leur diffusion « télé », à des horaires que nous publions dans un tableau séparé

Date	Émission	Durée	France 2	France 3	France 4	France 5
Jeudi 19 avril	15e	1 mn	vers 19 h 40 (avant le journal)	vers 17 h 45	vers 24 h	vers 17 h 30 (avant «C dans l'air»)
	16e	5 mn 30	vers 8 h 45 (après «Télématin»)	vers 11 h (avant le «12/13»)	vers 9 h 30	vers 6 h 05
Vendredi 20 avril	17e	1 mn	vers 19 h 40 (avant le journal)	vers 17 h 45	vers 23 h 15	vers 17 h 30 (avant «C dans l'air»)
	18e	2 mn 30	vers 13 h 45 (après la météo)	vers 22 h 45 (avant «Soir 3»)	vers 16 h	vers 13 h 10

Sur France Inter		
Jeudi 19 avril	1mn	vers 14 h 50
	5 mn 30	vers 23 h 16
vendredi 20 avril	1mn	vers 14 h 50
	2 mn 30	vers 20 h 08

## Les autres émissions

Jeudi 19 avril

18 h 30 - TV5 Monde : Isabelle BONNET, invitée de la rédaction  
18 h 30 à 20 h 00 - Beur FM : Farida MEGDOUD, invitée du Débat  
19 h 15 - I Télé : Isabelle Bonnet, invitée de «N'ayons pas

peur des mots»

Vendredi 20 avril

8 h 20 - RFI : Isabelle BONNET, invitée du Matin  
12 h - Chaîne parlementaire : Arlette Laguiller, invitée de «Face à nous»

## Réunions publiques de soutien

DREUX

Jeudi 19 avril à 20 heures  
Centre Saint-Jean (salle n° 5)  
17, rue Saint-Jean

FÉCAMP

Vendredi 20 avril à 19 heures  
Centre Saint-Exupéry  
54, rue Jules-Ferry  
avec Pascal Le Manach

ec  
uiller

l à 20 h 30  
grès

Entrée libre

e campagne  
-laguiller.org

les émissions radio-télévision.

réactions sur l'actualité.

Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

d'associations,

ditorial.

s de télévision.

prendre contact.

## • Peugeot Citroën PSA - Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

Après six semaines de grève et la reprise du travail

# La direction n'en a pas fini avec les revendications !

À l'usine Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois, après six semaines de grève, la reprise du travail s'est faite collectivement, le mercredi 11 avril, ainsi qu'en avait décidé à la quasi-unanimité l'assemblée des grévistes. Ce jour-là, à chacune des reprises des trois équipes (matin, soir et nuit), les grévistes ont manifesté avant de reprendre leur poste de travail, montrant qu'ils tiennent toujours à leurs revendications et que leur combat continue donc pour les 300 euros net, l'embauche des intérimaires, le départ des anciens à 55 ans, pas de salaire inférieur à 1 520 euros net !

Les anciens grévistes ont montré, quasiment tous les jours de cette première semaine travaillée, qu'ils sont solidaires entre eux, face à tous les coups bas du patron. Ainsi, dans l'équipe de nuit, un « moniteur » ex-gréviste a été mis sur

chaîne alors que la direction avait promis de ne plus le faire. Après deux heures de travail, il a réclamé son remplacement. Et devant la peur d'un débrayage, un ouvrier a été trouvé pour le remplacer sur la chaîne, lui permettant ainsi de faire sa tâche normale.

Le lendemain, dans l'équipe du matin, après que dans le secteur « des petits colis » un ancien gréviste avait demandé une bouteille d'eau et un sandwich à son chef, qui en avait distribué à tous sauf aux anciens grévistes, un débrayage immédiat a obligé le chef à en faire venir pour tous... Après quoi les grévistes les ont remis dans la caisse, histoire de montrer qu'ils se font respecter !

Plusieurs petits débrayages ont eu lieu vendredi 13 et lundi 16 avril encore, pour revendiquer des augmentations individuelles de salaires. Pendant la

grève, la direction en avait distribué pour décourager des travailleurs de rejoindre la grève, maintenant elle doit en trouver pour les autres !

Lundi 16 avril, une soixantaine de travailleurs venus de plusieurs secteurs se sont retrouvés en manifestant sur plusieurs problèmes, comme celui de ne pas retrouver son poste ou à cause du formulaire

que la direction voulait faire remplir pour les demandes d'étalement des pertes de salaires sur les mois à venir. Ce formulaire faisait que c'était le gréviste qui devait implorer un droit pourtant obtenu dans le protocole de fin de grève. Le résultat a été quatre heures de débrayage ; du coup, le questionnaire n'a même pas été présenté à l'équipe d'après-midi !

Toutes ces tentatives se sont donc retournées contre la direction car les travailleurs ont appris à se faire respecter ! En effet, c'est bien l'un des résultats de cette grève : une nouvelle cohésion se crée, elle sert tous les jours et sera demain un gage pour l'avenir, le début d'une force collective avec laquelle PSA devra compter.

Correspondant LO

## • Nos lecteurs écrivent

### À propos des débrayages aux usines PSA de Moselle

Lors de la grève des travailleurs de Citroën à Aulnay, il y a eu des débrayages dans d'autres usines du groupe, en particulier dans les usines mosellanes, celle de Metz-Borny qui produit des boîtes de vitesse et celle de Trémery où sont fabriqués les moteurs. Une lectrice, employée à Borny, nous écrit pour témoigner des pressions d'organisations syndicales pro-patronales pour empêcher ces débrayages dans ces usines où le SIA (Syndicat de l'Industrie Automobile, ex-CSL) est très présent.

« Contrairement à ce qu'affirme le syndicat SIA, syndicat à la botte du patron, bon nombre de salariés auraient voulu suivre le mouvement de grogne pour manifester eux aussi leur mécontentement aussi bien sur les salaires que sur les conditions de travail. Des intimidations de la part d'organisations syndicales (celles qui

n'appelaient pas à la grève), de la hiérarchie et des petits chefs ont pesé sur le choix des salariés. Fortement encadrés par des capos contremaîtres et capos chefs d'équipe, les grévistes n'avaient pas moyen de discuter avec le personnel non gréviste afin de ne pas les détourner de leur sainte mission, à savoir remplir les poches des actionnaires.

Comme moyen de pression vis-à-vis des jeunes, la CFDT (hostile aux débrayages tant à Trémery qu'à Borny) arguait que les éventuels grévistes recevraient une lettre recommandée pour sanctions hypothétiques, que les grévistes seraient en cas de plan social les premiers à embarquer dans la charrette. (...)

Le SIA se félicite de l'amélioration des conditions de travail. Parlons-en ! Durant toute ma carrière, j'ai vu défiler de nouvelles méthodes de travail. Récemment... ont débarqué les méthodes Apolo et Hoshin. Ces méthodes font l'unanimité, tout

le monde travaillant sur les postes s'en plaint. L'ergonomie n'y a plus sa place et l'ouvrier en fin de poste est brisé de fatigue, les arrêts de maladie sont en nette augmentation. De l'avis des têtes pensantes qui ont mis en place ces nouvelles méthodes, tout le monde en reconnaît la pénibilité, le CHSCT l'a dénoncé, mais c'est comme ça et rien ne changera. Ce qui est mis en place le restera, c'est à l'ouvrier de s'adapter et de faire un effort !

Qu'en est-il du travail des cinquantenaires et plus, devront-ils se tuer à la tâche pour le bonheur des actionnaires ? Ce qui est flagrant sur le site de Borny, c'est que les membres du SIA sont minoritairement sur les lignes de montage et plus souvent dans des postes largement moins pénibles. Alors, que ce soit eux qui nous parlent de conditions de travail, ça me laisse songeuse et, si je n'étais pas aussi écœurée, j'en rirais volontiers ! »

## Un gala de soutien réussi



Samedi 14 avril, dans le gymnase Henri-Wallon de Bobigny (93) et autour, les grévistes ont fêté la grève et ont reçu le soutien de huit cents travailleurs de l'usine ou d'ailleurs,

d'artistes et de responsables politiques ou syndicaux. La solidarité et la fraternité étaient au rendez-vous !

Correspondant LO

## • Renault Le Mans

### Les licenciements à l'œuvre

Mardi 10 avril, la direction de l'usine Renault du Mans a annoncé le licenciement de cinq ouvriers qui avaient été mis à pied depuis le 23 mars. Ils sont licenciés pour faute lourde, c'est-à-dire sans préavis, et sans paiement d'indemnités ni de congés payés. Plusieurs autres ouvriers ont été sanctionnés de huit à dix jours de mise à pied avec retenue sur salaire correspondante.

Et tout cela pour quoi ? La direction les accuse de comportements inacceptables vis-à-vis de l'encadrement durant les deux jours de grève des 15 et 16 mars contre la flexibilité. C'est une sinistre blague ! Car la direction n'avait pas arrêté d'enchaîner

les provocations musclées vis-à-vis des grévistes. En fait de violences, tout ce que la direction a reproché à ces camarades, ce sont des jets d'œufs ou de betteraves soi-disant « à tir tendu » et des insultes. Lors des entretiens préalables, qui n'ont duré

qu'un quart d'heure environ chacun, elle n'a fourni aucune preuve de ses affirmations.

En fait la direction licencie ces camarades en les ayant choisis un peu au hasard, par une attaque brutale, pour marquer les esprits. Elle licencie pour l'exemple, afin de reprendre la main car la situation dans l'usine depuis février n'allait pas dans son sens.

Imposer la flexibilité à l'usine du Mans est en effet loin d'être acquis. Même si la

direction a obtenu que la CGC, la CFDT et FO signent l'accord qui la prévoit, pouvoir appliquer celle-ci dans les faits, est autre chose, surtout contre des travailleurs mobilisés, dont beaucoup ont exprimé une vive opposition à la flexibilité et qui ont la force de rendre sa mise en place inopérante.

La direction, en licenciant cinq d'entre nous, veut faire peur et nous intimider. Mais les travailleurs du Mans ne l'entendent pas ainsi. Plu-

sieurs débrayages ont eu lieu depuis le 27 mars, à la suite des menaces de licenciements et de sanctions. Jeudi 12 avril, malgré la période des congés, à l'annonce cette fois des licenciements effectifs, un nouveau rassemblement s'est tenu.

Jeudi 19 avril, un nouveau débrayage était prévu sur l'usine. Ce débrayage devrait également toucher les autres usines du groupe Renault et peut-être de la métallurgie de la région.

• Fonderies du Poitou – Ingrandes (Vienne)

## En grève pour les salaires

Après la Fonte, qui a obtenu 35 euros d'augmentation au terme d'une grève de quatre jours fin février, c'est l'Aluminium qui vient à son tour de se mettre en grève aux Fonderies du Poitou, pour imposer une augmentation des salaires.

À l'Aluminium, lors des

s'infliger les horaires d'équipes quand on est en grève ! Soutenue par la CGT, la CFDT, FO et les autonomes de l'UDT, la grève a commencé en fait dès l'embauche de l'équipe de nuit le mardi soir. Entraînant plus de 80 % des ouvriers de production, elle s'est terminée vendredi



négociations salariales fin mars, la direction avait commencé par se défilier, en affirmant aux syndicats qu'elle n'avait pas le pouvoir de négocier. Après quoi elle proposa d'accorder en décembre 1,2 %... si les résultats le permettaient. Autrement dit, pour 2007 c'était 0 % ! Sans doute les patrons espéraient-ils que le contexte incertain du fait de la mise en vente des Fonderies par le fonds d'investissement propriétaire paralyserait nos réactions. Mauvais calcul !

Après divers débrayages, nous avons en effet décidé lors d'assemblées générales, tenues le mardi 10 avril à l'initiative de la CGT, de nous mettre en grève pour une augmentation de 50 euros net, et de nous retrouver tous ensemble en horaire de normale le mercredi matin. Pas la peine de

13 avril, après que la majorité des grévistes présents ont décidé d'accepter la proposition des patrons d'accorder 40 euros mensuels brut, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.

Dans les ateliers, il y a de la fierté d'avoir fait céder les patrons. De la fierté aussi de ne pas s'être laissé embobiner par leur chantage. À les en croire, non seulement il était inopportun de revendiquer alors que l'usine est à vendre, mais c'était carrément l'emploi de nos camarades de la Fonderie de Cléon que nous mettions en péril en faisant grève !

Nous sommes convaincus qu'au contraire c'est leur course au profit qui menace nos emplois et nos salaires. Nous avons donc tranquillement continué la grève, jusqu'à ce qu'ils changent de registre !

Correspondant LO

• Nexans – Draveil (Essonne)

## Roi du câble, peut-être, mais pas des salaires

Dans l'unité de production Nexans de Draveil, multinationale spécialisée dans la fibre optique et les câbles, sous-marins en particulier, plusieurs centaines de salariés travaillent pour la Snecma et l'industrie aéronautique.

Depuis des années, la production ne cesse d'augmenter et les bénéfices grimpent en flèche. En 2006, les actions du groupe ont d'ailleurs augmenté de 137 %. En revanche, pour les ouvriers de l'usine de Draveil, c'est heures supplémentaires à gogo, flexibilité des horaires et augmentation des cadences pour faire tourner les machines en continu. La plupart des salariés travaillent en équipe, le travail est dur et les conditions se dégradent.

C'est en partie ce qui a motivé des débrayages importants sur l'ensemble du groupe, le 3 avril, puis le 12 et le 13 avril, où les grévistes ont réclamé des augmentations de salaire autres



que les miettes que propose la direction.

Le mécontentement sur les salaires est réel : lorsqu'on ne touche guère plus que le smic, prime d'équipe et ancienneté

comprises, il y a de quoi se fâcher. Et même si, pour l'instant, la direction fait mine de ne pas entendre, les travailleurs ne comptent pas en rester là.

Correspondant local

• Fnac Orléans

## En grève pour 250 euros et contre les suppressions d'emplois

Samedi 14 avril, les clients de la Fnac d'Orléans étaient accueillis devant l'entrée du magasin par les employés, dont la grande majorité étaient en grève. Le ras-le-bol est considérable : alors que les dividendes distribués aux actionnaires sont en hausse de 10 %, les salaires avoisinent les 1 000 euros net pour des employés embauchés depuis dix-sept ans ! Les primes

d'intéressement ou la participation aux bénéfices accordées aux salariés n'ont fait que chuter.

Ainsi, bon nombre d'employés de la Fnac vont déclarer un revenu inférieur à celui de l'année précédente et cela, pour beaucoup d'entre eux, pour la deuxième année consécutive. Mais ce qui ne passe pas du tout, c'est

l'annonce de 300 suppressions d'emplois administratifs à l'échelle du pays, dont cinq à Orléans.

Une journée nationale de grève est prévue le 4 mai, pour exiger le maintien des emplois, une augmentation collective de 250 euros et le passage à temps complet de tous les temps partiels imposés.

Correspondant LO

• Chausson-Outillage – Reims

## À la merci des requins-repreneurs

Le lundi 16 avril, les travailleurs de Chausson Outillage ont eu une nouvelle fois rendez-vous au tribunal de commerce de Reims qui doit décider du sort de l'entreprise et de ses 182 emplois.

L'usine, implantée à Reims dans les années 1960, a compté jusqu'à 450 salariés, pour en conserver aujourd'hui moins de 200. C'est une entreprise au travail très qualifié, qui met au point des outils de presse ou d'emboutissage qui sont ensuite montés sur des chaînes de l'automobile.

Cela fait des mois que les salariés vivent dans un climat d'incertitude totale. Dans les

ateliers, les périodes de sous-activité se sont succédé et les retards de versement des salaires se sont accumulés. La Cofras, qui fut un temps le principal donneur d'ordres, a tout bonnement disparu de la circulation, tout comme le groupe Magnetto, qui lui aussi s'est retiré en emportant une partie du carnet de commandes.

Pour beaucoup, les choses ont commencé à mal tourner à partir du moment où Renault a décidé de se séparer de l'entreprise en 1999. Tout porte donc à croire, et c'est le sentiment des travailleurs de Chausson, que la disparition de leurs

emplois a en fait été programmée depuis des années. Renault et PSA (qui, lui, n'est plus actionnaire de l'entreprise depuis la fin des années 1980) refusent aujourd'hui encore de payer des factures qu'ils doivent à Chausson, ce qui permettrait d'assurer un nouveau mois de salaire. Ce sont les AGS (Assurances générales sur les salaires) qui assurent donc les paies.

Pour l'instant, le repreneur qui s'est présenté est une holding indienne qui reprendrait l'entreprise au dixième de sa valeur, murs et machines compris. Il a déjà annoncé qu'il ne garderait au mieux que la moi-

tié des travailleurs, remettrait en cause tous les accords d'entreprise et n'hésiterait pas à licencier tous les militants syndicaux pour avoir le champ libre.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des salariés préfèrent être licenciés tout de suite plutôt que de l'être dans quelques mois, dans des conditions encore plus mauvaises. Car quel avenir pourrait avoir l'usine, quand le plan de reprise annonce par avance la vente de onze des principales machines ?

Un délai supplémentaire de quinze jours a été accordé par le tribunal, comme si dans ce laps de temps un nouveau repreneur, sérieux celui-là, pouvait

se faire connaître. En fait, tout s'est passé de la façon la plus cynique qui soit pour faire oublier les premiers et principaux responsables de cette situation désastreuse, Renault et Peugeot, deux grands groupes automobiles qui se sont éclipsés en mettant sur le devant de la scène de véritables requins, qui à leur place ont fait le sale boulot.

Alors, ne serait-il pas normal que Renault et Peugeot soient aujourd'hui contraints de garantir l'emploi de ceux qui, des années durant, ont fait leurs profits ?

Correspondant LO

• La Poste

# Des bénéficiaires au détriment du service public

La Poste a engrangé en 2006 un bénéfice net de 789 millions d'euros, en hausse de 42 %. Son président, Jean-Paul Bailly, s'est félicité de « la progression continue depuis 2002 de la performance économique » du groupe.

Cette « performance économique », ces bénéficiaires déclarés ont d'abord été payés par les quelque 300 000 employés de La Poste, et les dizaines de milliers d'autres salariés de ses filiales : multiples emplois précaires, payés parfois en dessous du smic par le biais du temps partiel imposé ; salaires très bas,

d'abord pour les 120 000 non-fonctionnaires en CDI, mais aussi pour tous les autres. Cela permet d'ailleurs à La Poste de bénéficier de 192 millions d'euros d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Et puis, comme pour bien des salariés en France, les salaires sont loin de suivre l'évolution du coût de la vie.

En plus, l'actualité permanente dans tous les secteurs de l'entreprise est faite de vagues de suppressions de postes : restructurations, fermetures de bureaux et déplacements du personnel. À peine une « res-

structuration » terminée, une autre commence. Il y aurait eu entre 6 000 et 9 000 suppressions d'emplois pour la seule année 2006. Mais il s'agit d'une politique entamée depuis des années – selon les déclarations du directeur général de La Poste, soucieux de donner des gages aux futurs actionnaires privés – et qui devrait se poursuivre dans le futur. On a parlé de 30 000 suppressions d'emplois visées. Il s'ensuit des conditions de travail dégradées partout.

Les usagers payent aussi de leur côté les conséquences de

cette politique d'économies menée à marche forcée. Ainsi les temps d'attente aux guichets sont de plus en plus longs. Dans bien des communes et des quartiers, les horaires ont été réduits, et il est question d'accroître encore les fermetures de bureaux cet été pour éviter à la direction de La Poste d'avoir à remplacer le personnel partant en congé. Dans le même temps La Poste se débarrasse de bureaux de poste qu'elle juge non rentables. Ainsi, selon la CGT, 874 bureaux de poste de plein exercice ont été supprimés en 2006.

Enfin, il y a aussi dans ces bénéficiaires les premiers résultats de la mise sur pied de la Banque Postale, dont l'objectif affiché est d'être une banque comme les autres, ce qui risque de se traduire non seulement par d'autres suppressions d'emplois mais aussi par l'abandon de centaines de milliers d'usagers aux revenus très modestes. Voilà les méthodes et la politique qui permettent à la direction de se vanter de sa « performance économique ».

Jean SANDAY



File d'attente dans un bureau de poste en région parisienne.

• La Poste (Seine-Saint-Denis)

## La précarité instituée

La Poste est régulièrement condamnée pour avoir employé abusivement des travailleurs en contrat à durée déterminée (CDD). Il ne s'agit pas d'abus exceptionnels, mais bien du fonctionnement habituel de bien des bureaux de poste, comme le décrit ce témoignage adressé à Arlette Laguiller.

« Depuis deux ans je suis employée en CDD par La Poste en Seine-Saint-Denis, et ce sous de multiples contrats et dans plusieurs bureaux du département.

Cette situation précaire permet à la direction de multiples pressions. Elle laisse miroiter l'obtention d'un CDI, à condition de réaliser un chiffre d'affaires suffisant. Elle pousse ainsi les CDD à vendre le maximum de

produits de La Poste, afin d'obtenir en bout de course le CDI tant promis. Au fil du temps, on constate que cette « carotte » n'est qu'un leurre. On nous promet un CDI pour une date donnée, mais la promesse n'est jamais tenue.

La direction essaie d'ailleurs de mener en bateau l'ensemble du personnel avec la même méthode. Des promesses de monter en grade, de mutations, d'augmentations sont faites au personnel afin que celui-ci accepte n'importe quoi sans rechigner. Elles ne sont jamais suivies d'effet. Les droits des salariés sont complètement bafoués : les postiers sont poussés à dépasser leurs horaires légaux à cause du manque d'effectifs, les congés payés ne sont pas accordés...

Ainsi, au bureau d'Epinay principal, il n'y a pas assez de personnel, ce qui fait que les queues au guichet s'allongent souvent au-delà d'une heure. Bien sûr, les usagers sont énervés, ce qui crée des tensions, et parfois des insultes. Les guichetiers sont stressés et cela peut aller jusqu'à la dépression. Dans ce contexte, la direction a essayé il y a un an de supprimer trois postes de travail. Une grève de deux jours l'a contrainte à reculer un peu et à n'en supprimer qu'un.

À La Poste, les employés sont considérés comme des esclaves au service de l'État. »

Une postière (Seine-Saint-Denis)

• TSI-Advantys-Paris-Austerlitz

## 28<sup>e</sup> jour de grève

Depuis le 21 mars, les ouvriers de TSI-Advantys des chantiers SNCF de Masséna-Austerlitz sont en grève pour le passage à temps complet de 32 personnes en temps partiel subi, une juste attribution des primes dues...

La dernière semaine a été marquée par l'obstination de la SNCF à casser la grève. Elle recrute, y compris par mail, des cadres cheminots pour venir tous les soirs, une quarantaine à chaque fois, en gare d'Austerlitz, remplacer les grévistes pour équiper les trains de nuit en couettes et oreillers. Ils sont toujours appuyés par la police, des maîtres-chien, des huissiers, la police ferroviaire.

Par ailleurs, la direction de la SNCF déplace des trains en gare d'Étampes (ligne C) pour permettre à TSI de faire venir par la route des intérimaires. Ceux-ci remplacent illégalement les grévistes, travaillent toute la journée sans aucune condition d'hygiène, car il n'y a pas de locaux sur place, et dorment à même le sol sur des couettes ! La SNCF, toujours, a fait déplacer le nettoyage d'autres trains à Ville-neuve-Prairie, au sud de la gare de Lyon, en confiant ce travail à la Société Challancin, de triste réputation, et ce qui là aussi est illégal en période de grève.

On le voit, c'est la SNCF qui mène la danse et qui déploie des moyens extraordinaires pour

casser la grève. Pire, elle a déposé plusieurs plaintes à l'encontre des grévistes, qui sont convoqués par la police sous prétexte qu'ils auraient commis le délit de salir des couettes qui appartiennent à la SNCF, ce qui est un délit !

De son côté TSI-Advantys a largement baissé les bras car, avec 90 % de grévistes, elle ne peut assurer son service. Suite à un certain nombre de concessions annoncées par TSI-Advantys lors d'une deuxième médiation à la direction du Travail, les grévistes ont rédigé ce qui pourrait être un protocole de fin de grève. Mais la grève continue, car le patron refuse d'y inclure une clause de

retraits des poursuites qu'il pourrait entreprendre suite à l'occupation des lieux.

Mardi matin 17 avril, ce sont les nettoyeurs (une quarantaine) de la gare d'Austerlitz qui ont décidé à 100 % de rentrer en grève, partageant certaines

revendications et exigeant le retrait des menaces contre les grévistes.

C'est donc une grève toujours plus forte qui est reconduite de 24 h en 24 h !

Correspondant LO

Une dizaine de grévistes ont été délégués au meeting d'Arlette Laguiller au Zénith le 15 avril, qui leur a remis un message de soutien. Ils ont d'ailleurs beaucoup été vus et applaudis, ainsi que soutenus financièrement. Ils ont pu ensuite raconter leur expédition, et surtout leur satisfaction d'avoir entendu les camarades de PSA « qui ont fait comme nous », « leur patron, c'est la même chose », le discours d'Arlette qui parlait des luttes et du vote immigré. Ils ont participé au « youyou » et ont adopté deux slogans « Et 1, et 2, et 300 euros » et « Aujourd'hui en grève, demain on continue ». Bon pour le moral !

• Turquie

La manifestation du 14 avril à Ankara

**La laïcité de l'État en question ?**

Plus de deux cent mille personnes, selon la presse, se sont rassemblées le samedi 14 avril dans les rues d'Ankara, à l'appel de l'Association pour la défense de la pensée d'Atatürk, dirigée par l'ex-général Sener Eryugur, une association liée aux milieux des cadres de l'armée. Selon les organisateurs, l'objectif était de « défendre l'État laïque » en s'opposant à l'accession de Recep Tayyip Erdogan, l'actuel Premier ministre, à la présidence de la République.

C'est en effet du 16 au 23 avril que doivent se déclarer les candidats à cette fonction essentiellement honorifique. En Turquie, le président de la République est élu, non au suffrage universel, mais par les parlementaires. Or le parti d'Erdogan, l'AKP (Parti de la justice et du développement), dispose d'une majorité absolue au Parlement depuis les élections de 2002, tout en ayant recueilli à peine plus de 34 % des voix. Son candidat sera donc assurément élu.

Erdogan et son parti l'AKP se présentent comme des « islamistes modérés », montrant un attachement discret à l'islam propre à séduire une partie de la population, y compris dans les couches populaires. Les opposants à sa candidature pré-

sentent celle-ci comme un danger pour l'« État laïque » qui existe en Turquie depuis Mustafa Kemal. Mais cet argument venant de la couche des officiers et de l'état-major de l'armée qui sont partie prenante de l'opposition à Erdogan, comporte une bonne dose d'hypocrisie. C'est l'armée elle-même qui a favorisé directement et indirectement le regain d'influence de la religion. À la suite du coup d'État de 1980, les généraux ont interdit toutes les organisations syndicales de gauche et d'extrême gauche et imposé dans les écoles des cours de religion musulmane pour combattre l'influence de leurs idées. D'autre part, les militaires et leurs alliés civils, à la tête d'un État gangrené, corrompu, divisé entre diverses mafias qui se par-



tagent ses revenus, ont rejeté une partie de l'opinion vers ceux qui présentaient la religion comme un recours contre cette corruption.

Le parti d'Erdogan a bénéficié de l'énorme discrédit de ses prédécesseurs et du rejet, par une grande partie de la population, des scandales et crises financières qui leur étaient associés. De plus, depuis quelques années, l'inflation ne tourne

plus à 100 % mais à 20 % et l'AKP ne semble pas avoir, pour l'instant, épuisé son capital de crédit auprès d'une partie des couches populaires.

L'enjeu réel de la situation est, derrière l'étendard de la « laïcité » dont se paraient les organisateurs de la manifestation du 14 avril, les nombreux postes et sinécures qu'occupent de plus en plus nombreux, depuis 2002, les politiciens et

hommes de l'appareil AKP, au détriment de tous les autres partis bourgeois et... de l'armée.

Ceux qui veulent réellement défendre la laïcité de l'État turc et surtout les droits qui vont avec, en matière culturelle ou en matière des droits des femmes par exemple, ont intérêt à se méfier de tels défenseurs qui, eux, n'ont en vue que la défense de leurs places.

Julien SILVA

• Côte-d'Ivoire

**Le compromis du « dialogue direct »**

Le 16 avril, le président Laurent Gbagbo a officiellement annoncé la fin de la guerre civile en Côte-d'Ivoire et la prochaine réunification du pays, après le démantèlement de la zone dite « de confiance ». Cette zone tampon, mise en place par l'ONU en 2002, séparait le pays en deux zones, le sud étant sous le contrôle du gouvernement Gbagbo tandis que les troupes rebelles de Guillaume Soro occupaient le nord.

Cela fait suite à l'accord paraphé le 4 mars dernier par les deux principaux protagonistes de la crise ivoirienne, le président Laurent Gbagbo et le représentant de la rébellion, Guillaume Soro, appelé « accord de Ouagadougou ». À propos de cet accord, nous publions ci-dessous des extraits d'un article du mensuel trotskyste *Le pouvoir aux travailleurs*, publié par l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes), paru dans le numéro du 20 mars.

« Les deux protagonistes et leur entourage crient sur tous les toits que c'est cet accord qui sortira le pays du gouffre dans lequel ils l'ont plongé depuis près de cinq ans. Mais en quoi réellement cet accord est-il différent des précédents, au nombre de douze, signés depuis le début de cette crise armée ? En effet, rien de particulier. Cet accord a repris tous les points essentiels des autres accords depuis Marcoussis, en passant par Accra et Pretoria, jusqu'aux deux dernières résolutions. (...)

Gbagbo et ses partisans présentent le nouvel accord comme une victoire sur la « communauté

internationale ». Ils se vantent d'avoir pu trouver une issue à la crise, alors que les grandes puissances faisaient preuve d'une certaine impuissance à trouver une solution. Ils présentent celles-ci, et particulièrement la France, comme ayant été opposées à la réconciliation et à la réunification sous l'égide de Gbagbo. En réalité, cela relève de la propagande bon marché car, avec Gbagbo ou avec un autre, ce qui compte pour les grandes puissances, c'est le retour à la paix et à la stabilité dans cette région, pour que les affaires reprennent comme avant.

Quant à Guillaume Soro, qui

crie sur tous les toits qu'il « sera un Premier ministre difficile à manipuler », cet accord lui permet tout simplement d'arriver à la manœuvre. Il pourra demain, en tant que Premier ministre, placer plus de gens de son entourage à des postes juteux. Depuis longtemps ils ont renoncé à leur soi-disant lutte contre la ségrégation dont sont victimes les personnes originaires du Nord, raison pour laquelle ils ont pris les armes, selon eux. La perspective actuelle de pouvoir être associés à l'exercice du pouvoir central et accéder à l'enrichissement personnel semble constituer un argument de poids pour leur virage actuel.

Toutes ces tractations permettent aux deux camps de gagner du temps et d'être toujours aux commandes des affaires dans leur zone respective. (...) Pour le moment, tout semble baigner dans l'huile, en théorie du moins. Rien ne dit que dans son application, à part le partage des postes pour la manœuvre, ils s'accorderont sur les autres points. Le passé a montré leur roublardise, l'avenir montrera s'ils sont capables d'un minimum de responsabilité par rapport à leurs propres engagements sur le papier. »

• Banque Mondiale

**Un aigrefin dans la caverne des brigands**

Paul Wolfowitz, président de la Banque Mondiale, est accusé d'avoir augmenté de 60 000 dollars le salaire annuel de sa collaboratrice et compagne, le portant à 193 000 dollars (plus que celui d'un ministre), sans autre justification que son bon plaisir.

Ses collègues en tombent des nues : un homme qui avait jusque-là fait preuve de l'honnêteté et de la droiture les plus parfaites ! Pensez donc, serviteur de l'État américain pendant trois décennies, il a fini sa carrière comme sous-secrétaire à la Défense de Bush et avocat farouche de l'intervention militaire en Irak, c'est-à-dire avant tout des profits des marchands de canons et des pétroliers.

Loyal serviteur, il accepté de porter le poids des men songes de l'équipe Bush sur la guerre en Irak et, quittant le

gouvernement, il a pris ce poste à la Banque Mondiale dans le but avoué de « lutter contre la corruption ». Là, fidèle à la vocation de la Banque Mondiale, il a contribué à inculquer aux gouvernements des pays pauvres les principes de la saine gestion, et cela par les moyens de l'étranglement financier.

Bon gestionnaire et comptable des deniers publics, il a par exemple suspendu un prêt de 124 millions de dollars au Tchad, car il soupçonnait le gouvernement de ce pays de se servir au passage.

Enfin, homme d'une grande rigueur intellectuelle, il a appliqué à son économie domestique les principes qu'il défend dans l'économie mondiale : les puissants se servent tout de suite, ensuite advienne que pourra.

Paul GALOIS

• Russie

# La démocratie selon Poutine

Samedi 14 avril à Moscou, et dimanche 15 à Saint-Pétersbourg, la police russe n'a pas fait dans le détail. 9 000 policiers antiémeute, bien plus nombreux que les manifestants moscovites, ont dispersé ou arrêté tous ceux qui auraient voulu participer à un rassemblement de l'Autre Russie, un parti d'opposition. Le lendemain, dans la deuxième ville du pays, les policiers ont agi avec encore plus de violence contre une autre manifestation, elle pourtant autorisée.

Autant dire que les autorités russes considèrent et traitent comme intolérable tout geste public de contestation organisée. À chaque fois, elles font pleuvoir coups, interpellations et amendes. En mars, des « marches » d'opposants s'étaient ainsi soldées par des dizaines d'arrestations à Saint-Pétersbourg et Nijni-Novgorod. Ces dernières années, des manifestations contre la vie chère ou la fermeture de foyers bon marché pour jeunes travailleurs ou étudiants ont été quasi systématiquement interdites, et réprimées à ce titre quand les manifestants passaient outre.

De cela, la population russe ne sait pas grand-chose car les médias nationaux n'en parlent jamais. Car il pourrait leur en coûter d'avoir l'air d'encourager même une faible opposition, quand le pouvoir répète qu'il ne peut pas en exister, sinon à la solde de l'étranger.

Bien sûr, la Russie de Poutine continue à observer certaines apparences démocratiques, comme lors des quinze scrutins régionaux qui viennent d'avoir lieu. Mais le pouvoir s'arrange pour écarter le plus possible de partis, n'en gardant que quatre ou cinq. Les deux principaux, qui encensent Poutine, ont disposé de l'aide des autorités et ont remporté sans surprise les derniers scrutins.

Quant à créer de nouveaux partis, à part ceux que le Kremlin suscite, parfois comme opposition de Sa Majesté, c'est devenu presque impossible. Sans l'appui des autorités, ils ne peuvent de fait pas « s'enregistrer », condition sine qua non pour éditer un journal légal et participer aux élections.

Et puis, après avoir interdit l'élection des gouverneurs, qui avaient fait de l'ombre à son prédécesseur, et décidé de les nommer lui-même, le président russe a lancé une campagne

d'intimidation contre les maires des grandes villes, qui sont encore élus. Le parquet a ouvert des instructions contre une vingtaine d'entre les moins inféodés au Kremlin. À valeur d'avertissement pour tous les autres !

À moins d'un an de l'échéance présidentielle où, en théorie, il ne peut se présenter après deux mandats consécutifs, Poutine apparaît ainsi comme ayant bien en main les cartes de sa propre succession.

Il est vrai que les opposants brutalement dispersés les 14 et 15 avril ne représentent guère une alternative. L'Autre Russie, qui avait appelé à ces manifestations, est un rassemblement hétéroclite. On y trouve, entre autres figures de proue : Kassianov, un Premier ministre que Poutine avait limogé ; Illarionov, un ancien conseiller économique du même Poutine ; Gary Kasparov, ex-champion mondial d'échecs lié à des magnats de l'ère Eltsine ; sans oublier Limonov, le leader du Parti national-bolchevique officiellement dissous, qui pourrait drainer vers ce rassemblement une frange de jeunes, mais qui n'a rien à voir avec la perspective de transformation révolutionnaire de la société que



La répression de la manifestation à Saint-Pétersbourg.

AFP

• Allemagne

# L'armée minée par le racisme

Des propos racistes tenus lors d'une séance d'entraînement ont, une nouvelle fois, mis sur la sellette l'armée allemande. L'affaire a éclaté parce que la scène a été filmée, puis la vidéo diffusée sur internet. Les faits se sont déroulés en juillet 2006 dans une caserne du Schleswig-Holstein. Le film montre un « instructeur » qui explique à de jeunes recrues s'apprêtant à tirer au fusil-mitrailleur : « *Maintenant vous êtes dans le Bronx, un van noir s'arrête devant vous. Trois afro-américains en sortent et insultent grossièrement votre mère.* » Puis il ordonne : « *Avant chaque coup de feu, je veux entendre crier : "fils de pute"* ». Tout cela a été relayé par les chaînes de télévision pendant le week-end des 14 et 15 avril.

Le scandale étant devenu public, le ministère de la Défense a été obligé de condamner publiquement ces agissements, tout en prétendant qu'il s'agirait d'un cas isolé. L'instructeur a été muté dans une autre caserne – où il continue de « former » d'autres

recrues ? – et l'armée a déclaré envisager – neuf mois après les faits ! – d'autres mesures « en conformité avec le règlement ».

En réalité, cette affaire ne représente nullement une exception. 18 soldats sont actuellement jugés pour mauvais traitements contre 163 recrues. En novembre dernier, le quotidien *Bild* avait publié des photos choquantes de soldats allemands en Afghanistan posant avec des ossements humains. Fin 2003, Reinhard Günzel, le chef de l'époque du « Commando des Forces Spéciales » (le KSK), la troupe d'élite de la Bundeswehr pour les interventions à l'extérieur, avait été mis en retraite anticipée pour avoir écrit une lettre de félicitations à un député de droite, dont les déclarations racistes, antisémites, antimusulmanes et antiturques, avaient fait scandale. Des soldats du KSK sont de leur côté accusés par Murat Kurnaz, un citoyen turc né en Allemagne, ancien détenu de Guantanamo, de mauvais traitements lorsqu'il fut arrêté en Afghanistan. Quant aux associations

d'anciens résistants au nazisme, elles dénoncent régulièrement le culte des « traditions » de la Wehrmacht, qui est perpétué dans certaines unités de l'armée, dont les parachutistes et les chasseurs alpins.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée allemande, la Bundeswehr, qui n'a été reconstituée officiellement qu'en 1955 dans le contexte de la Guerre froide, se prétend une armée « démocratique », respectueuse des droits de l'homme. Cela ne l'empêche nullement d'être, comme bien d'autres, une entreprise d'abrutissement qui a pour charge de préparer de jeunes recrues à perpétrer des massacres, si les besoins de l'État et le maintien de l'ordre impérialiste dans le monde l'exigent. Elle déploie d'ailleurs désormais des troupes à l'extérieur avec 11 000 hommes répartis à l'heure actuelle dans douze pays. On voit quel esprit préside, en Allemagne comme dans les autres pays, à la formation de ces forces dites hypocritement « de maintien de la paix ».

Henri MARNIER

représentait le Parti bolchevique, en son temps.

Mais en réprimant tout ce qui bouge, la police de Poutine ne fait pas que réprimer quelques concurrents lorgnant sa

place. C'est toute la population, et en particulier les travailleurs, que l'on veut priver de la possibilité de s'organiser et de s'exprimer pour contester les choix du régime.

## Toujours vaillants

Les deux derniers survivants des poilus de la guerre de 14-18 refusent les obsèques nationales que leur a promises Chirac. Rescapé du Chemin des Dames, l'un d'eux a ainsi déclaré : « *Nous étions comme des bêtes qu'on envoyait à l'abattoir.* » Et d'ajouter : « *Si c'est moi le dernier, je dis non. Ce serait un*

*affront pour les gens qui ont survécu à la guerre et sont morts sans considération.* »

Responsables de cette tuerie, les généraux-bouchers et les gouvernants étaient loin du front. Eux, ils ont échappé au carnage qu'ils commandaient, tout en ayant été couverts d'honneurs pour cela.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 104 (avril 2007)

### France

Election présidentielle : leurs campagnes et la nôtre

### Union européenne

Pendant la recherche du « plan B », les affaires continuent

### Martinique-Guadeloupe

2006 : une année de grèves qui semble se prolonger en 2007

### Espagne

Les partis gouvernementaux et le problème basque. Une politique marquée par l'héritage franquiste

### Grande-Bretagne

Montée des profits et de la pauvreté. Un bilan de dix ans de blairisme

### Tribune de la minorité

Notre campagne pour Arlette Laguiller

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

• Algérie

# Le retour du terrorisme islamiste, une menace contre tous

Mercredi 11 avril, trois voitures conduites par des kamikazes explosaient devant le Palais du gouvernement à Alger et devant un commissariat de police à Bab Ezzouar. Ces deux attentats, revendiqués par le GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat), rebaptisé récemment en organisation Al Qaida au Maghreb, ont fait 30 morts et plus de 200 blessés, créant une véritable panique dans la population algéroise.

Pour des centaines de milliers d'Algérois, le cauchemar des années 1990 semble revenir,

civile larvée qui a opposé dans les années 1990 le pouvoir et les groupes islamistes armés, le terrorisme n'a jamais complètement cessé en Algérie. Le GIA a disparu, l'AIS (Armée islamiste de salut, bras armé du FIS) a déposé les armes depuis des années. Mais vers la fin des années 1990 le GSPC, issu du GIA, est apparu.

Si le GIA a bénéficié de 1992 à 1995 d'un certain soutien populaire dans des régions comme par exemple la Mitidja, aux alentours d'Alger, peu à peu ce soutien populaire s'est affaibli. Le comportement de ses membres accélérant la désaffection à son égard, la réplique du

Kabylie, sans compter le chômage qui touche massivement la jeunesse. Les seules perspectives d'embauche sont dans les forces de sécurité mais aussi, pour certains, dans la perspective de rejoindre le GSPC...

Celui-ci a maintenant fait allégeance à Al Qaida. Depuis quelques mois, il a multiplié les attentats et les embuscades contre les commissariats, les gendarmeries et l'armée. S'il a reçu en retour des coups sévères, il semble que le GSPC ait réussi à trouver de nouvelles recrues, à constituer de nouveaux réseaux, dans d'autres régions et y compris dans la capitale. Ainsi plusieurs com-

missariats ont été attaqués ces dernières semaines dans la périphérie d'Alger.

En s'en prenant à un symbole du pouvoir, le GSPC ne cherche pas l'appui de la population. Bien au contraire, il y sème et ravive la peur. En revanche, son objectif est probablement de récupérer quelques restes du GIA et d'attirer certains islamistes ou ex-terroristes amnistiés en vertu de la loi dite de « réconciliation nationale ». Il peut aussi chercher à recruter une partie de la jeunesse désespérée, non seulement en Algérie mais dans les autres pays du Maghreb, en particulier le Maroc où là aussi, comme le montrent les événements récents, des jeunes peuvent être attirés par le terro-

risme islamiste. Dans l'immédiat, les attentats du 11 avril sont bien sûr un revers pour le pouvoir, par ailleurs fragilisé par la dégradation de l'état de santé du président de la République, Bouteflika. La politique de réconciliation nationale, qui visait à faire rentrer dans le jeu politique certains dirigeants du FIS, l'ancien Front Islamique du Salut, va probablement être remise en cause et reportée à plus tard...

Le retentissement de ces attentats contredit aussi le discours du pouvoir, qui affirme depuis des années que la situation est normalisée en Algérie. Mais il n'impressionnera pro-



Devant le Palais du gouvernement, après l'attentat.

alors que le terrorisme semblait en déclin et que la capitale passait pour complètement sécurisée depuis des années.

Le siège du gouvernement, en plein centre d'Alger, a été ciblé, ce qui n'était jamais arrivé, même dans les années les plus terribles du terrorisme islamiste. Et puis ces deux attentats ont été le fait de kamikazes, ce qui est une pratique nouvelle des groupes armés en Algérie. Dans certaines localités de la périphérie d'Alger, qui ont été victimes des massacres organisés par le GIA (Groupe Islamiste Armé) à l'automne 1997, l'incapacité du pouvoir à protéger le Palais du gouvernement a ravivé l'inquiétude et les peurs.

En réalité, même si on est loin de la situation de guerre

GIA fut les massacres de l'été et de l'automne 1997.

Le GSPC a cherché à se démarquer de ces massacres en ciblant au contraire le pouvoir, ses représentants et en particulier les forces de sécurité. Bien que la Kabylie n'ait jamais été acquise à l'islamisme, le GSPC a pu installer plusieurs maquis dans cette région montagneuse et boisée. Il a évité de s'en prendre à la population, profitant d'une certaine neutralité des villageois, par ailleurs très hostiles au pouvoir. Le GSPC a pu aussi profiter d'autres facteurs, comme le départ de la gendarmerie de certaines communes, suite aux manifestations qui ont touché la Kabylie en 2001. Et puis la religiosité rampante touche aussi la

missariats ont été attaqués ces dernières semaines dans la périphérie d'Alger.

En s'en prenant à un symbole du pouvoir, le GSPC ne cherche pas l'appui de la population. Bien au contraire, il y sème et ravive la peur. En revanche, son objectif est probablement de récupérer quelques restes du GIA et d'attirer certains islamistes ou ex-terroristes amnistiés en vertu de la loi dite de « réconciliation nationale ». Il peut aussi chercher à recruter une partie de la jeunesse désespérée, non seulement en Algérie mais dans les autres pays du Maghreb, en particulier le Maroc où là aussi, comme le montrent les événements récents, des jeunes peuvent être attirés par le terro-

risme islamiste. Dans l'immédiat, les attentats du 11 avril sont bien sûr un revers pour le pouvoir, par ailleurs fragilisé par la dégradation de l'état de santé du président de la République, Bouteflika. La politique de réconciliation nationale, qui visait à faire rentrer dans le jeu politique certains dirigeants du FIS, l'ancien Front Islamique du Salut, va probablement être remise en cause et reportée à plus tard...

Le retentissement de ces attentats contredit aussi le discours du pouvoir, qui affirme depuis des années que la situation est normalisée en Algérie. Mais il n'impressionnera pro-

Bruno COSTEL

• Maroc

## Les ATOS et personnels des services français en lutte pour les salaires

Depuis le 15 mars, des agents et personnels recrutés localement par les services français, établissements scolaires, instituts et services culturels français du Maroc, sont en lutte.

Depuis quelques mois, ces travailleurs se voient réclamer par le fisc marocain le versement de l'impôt général sur le revenu (IGR). Or leur employeur, le ministère de tutelle français, n'avait jusqu'à présent jamais jugé bon de déclarer leurs salaires à l'État marocain, une situation qui lui bénéficiait bien sûr, puisqu'il octroyait ainsi aux employés des salaires ne prenant pas en compte les impositions.

Le versement de l'IGR, désormais exigible, entraînera, sur des salaires déjà modestes, une perte brutale de revenu à laquelle il sera difficile de faire face. Un débrayage a déjà été organisé le 15 mars, à l'appel du syndicat UMT, avec le soutien de la FSU française, destiné à faire entendre auprès de l'administration française les exigences des salariés : une hausse du salaire compensant le prélèvement de l'IGR, à la suite d'une situation de fait dont l'employeur était entièrement responsable.

Le succès de ce débrayage dans plusieurs établissements français a dû incommoder certains responsables. Le proviseur du lycée Descartes à Rabat, en particulier, s'est illustré en agressant les grévistes et en se permettant d'arracher le mégaphone d'un militant, afin de faire taire les slogans et les chants.

Depuis, des travailleurs marocains ATOS des établissements français continuent d'exiger la satisfaction de leurs revendications salariales. Ils exigent en outre le respect du droit syndical et du droit de grève.

Deux nouvelles journées de grève ont eu lieu les 11 et 12 avril dans les établissements français du Maroc, réitérant les revendications des ATOS et exigeant une augmentation de salaire de 5 %, à titre de compensation. Comme l'ont scandé les manifestants « *Tous, tous solidaires, pour régler l'IGR* ».

Viviane LAFONT

Les 26, 27 et 28 mai à Presles (Val d'Oise)

# La Fête de Lutte Ouvrière

Dans un peu plus de cinq semaines, la Fête de Lutte Ouvrière ouvrira ses portes. C'est très bientôt. Il ne reste que quatre semaines pour acheter la carte d'entrée, qui donne accès à la quasi-totalité des attractions et spectacles pendant les trois jours. Elle est vendue 12 euros, si vous l'achetez à l'avance, et 15 euros sur place.

## Une fête riche en débats

Chaque jour, notre camarade Arlette Laguiller prendra la parole pour une courte allocution sur le grand podium.

Vous pourrez également faire plus ample connaissance avec nos camarades et nos idées, notamment lors de forums organisés par Lutte Ouvrière ou par des organisations qui défendent les mêmes idées dans leur pays.

La Fête accueille aussi des dizaines d'invités qui viennent y présenter leurs livres, quand il s'agit d'écrivains ou d'historiens, ou leurs activités et leurs prises de position, quand il s'agit d'organisations politiques.

## De nombreux spectacles

Deux cinémas projettent en permanence des films qui ont marqué cette année, ou des documentaires évoquant des problèmes de notre planète.

Deux scènes, mais aussi toutes les allées de la Fête accueillent de multiples spectacles.

## Ils seront parmi nous cette année

- ⇒ **Clarika**, chansons mutines teintées d'humour
- ⇒ **Debout sur le Zinc**, rock festif
- ⇒ **Les Joyeux Urbains**, chansons swing
- ⇒ **Alexis HK**, en solo avec ses nouveaux titres



⇒ **Radio Cortex** (R. Wan de Java) : l'invention d'une radio-pirate en direct

⇒ **La Canaille**, rap (découverte hip-hop du Printemps de Bourges)

⇒ **Rit**, homme-orchestre

## S'instruire en s'amusant

À la **Cité des Sciences**, on peut écouter et interroger des dizaines de conférenciers et participer à des démonstrations scientifiques accessibles à tous sur l'astronomie, la biologie, la chimie, les mathématiques ou la physique.

Le **Carrousel de la Connaissance** est un manège particulier. Il vous emmène pour un voyage de 45 minutes. Sans quitter son siège et avec un casque audio, on voit défiler devant ses yeux maquettes, illustrations, plans ou vidéos. Cette année, il évoquera le réchauffement climatique et l'avenir de la planète.

## Des attractions inoubliables

Parmi les nombreuses attractions :

⇒ un **petit train** permet de faire le tour de la Fête ;

⇒ une **grande roue** de près de 20 mètres de haut pour une vue imprenable ;

⇒ un **village médiéval** pour s'initier à certains aspects de la vie quotidienne au Moyen Âge.

**Au fil de l'arbre** offre un parcours dans les arbres, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, pour s'envoler dans les arbres en toute sécurité (parcours homologué et sous la surveillance de moniteurs compétents).

## Tout ce qu'il faut pour passer un bon moment

Un accueil est prévu pour les tout-petits ainsi que de multiples animations pour les enfants. Une carte orange per-

met d'accéder à la plupart des jeux de la Fête. Et bien sûr, toutes et tous y trouveront de quoi se nourrir, en dégustant des spécialités culinaires des différentes régions comme du monde entier.

Pour profiter au maximum de toutes ces animations et bien d'autres, il vous sera indispen-

sable de vous munir du plan-programme afin de faire le choix correspondant le mieux à vos goûts. Et, en prime, vous ferez une cure de bonne humeur et de fraternité. Au fil des prochaines semaines, nous vous en dirons plus sur les artistes, les invités et les nouveautés de cette année.



## Commandez vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 18 mai, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 12 euros et les bons d'achat d'une valeur de 5 euros sont vendus au prix unitaire de 4 euros. (Après cette date et durant la Fête, les cartes d'entrée coûteront 15 euros pour les trois jours).

Vous pouvez vous procu-

rer cartes d'entrée et bons d'achat,

soit auprès de nos camarades soit en écrivant à Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du

montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière (ne pas indiquer de numéro de CCP). Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco

Pour en savoir plus sur la Fête (programmation, accès, horaires...) :

fete.lutte-ouvriere.org

